bimensuel
n°55 - 21.06.79
7Ff - 4Fs - 50Fb

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Abstentions massives face à l'Europe du capital

Iran : des militants révolutionnaires et des dirigeants ouvriers en danger de mort

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement UN an 25 numéros

TARIFS

100 FF, 50 FS, 700 FB, 25 dollars Can. Par avion, USA et Canada: 35 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la rédaction.
Versement: libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à «Inprecor».

Découper ce bulletin
et le retourner à «Inprecor»
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
93101 - Montreuil Cédex - France

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....
.....
.....
PAYS .....

Sommaire

Page 3 IRAN
Des militants révolutionnaires et des dirigeants ouvriers en danger de mort

Page 5 EUROPE
Abstentions massives face à l'Europe du capital
Anna Libera

Page 8 Anvers : 250 syndicalistes trotskystes en conférence

Page 9 ITALIE
Le PC paye, aux élections nationales, le prix de sa politique
Livio Maitan

Page 15 ISRAEL
Fusion entre deux organisations marxistes-révolutionnaires
Jan Vogt

Page 18 ETATS-UNIS
Salt II : un cadre pour la course aux armements
David Frankel

Page 20 NUCLEAIRE
Une première journée d'action internationale contre le nucléaire
André Froidevaux

Page 22 PAYS DE L'EST
Les dirigeants de la Charte 77 emprisonnés
Oliver MacDonald

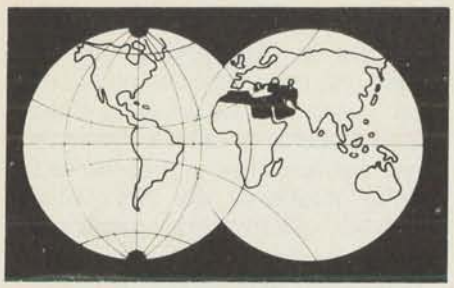
Page 25 CANADA
Bipolarisation nationale et radicalisation ouvrière
Judy Rebick

Page 28 MEXIQUE
Les choix de Lopez Portillo
Manuel Aguilar Mora

Page 30 COLOMBIE
Elargissons la campagne internationale contre la répression

«Inprecor», Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire: No 59 117
Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

- ISSN - 0378 - 8342



Des militants révolutionnaires et des dirigeants ouvriers en danger de mort

Mostafa Seifabadi, Mostafa Gorgazadeh, Morteza Gorgazadeh, Hormoz Fallahy, Setemeh Fallahy, Hamid Shahraby, Hash Hashemy, Mohamad Pworkahwaz et Omid Mirbaha sont en danger de mort. Militants du Parti socialiste des Travailleurs iranien (section iranienne de la IVe Internationale), ils ont été arrêtés le ler juin dernier à Ahwaz, une des principales villes de la province pétrolière du Khouzestan par les miliciens du Comité Khomeiny local, qui regroupe en particulier de nombreux activistes de la droite islamique, anti-communistes farouches. Trois d'entre eux étaient arrêtés en pleine rue, tandis que les autres l'étaient à leur domicile. Sept sont gardés au secret, parmi eux les six arrêtés à leur domicile, tandis que les deux autres sont détenus dans la prison Karoon à Ahwaz.

En même temps ont été arrêtés Javad Khatemi, Naser Hayati et Shobeyr Moiyl, travailleurs pétroliers, membres du Conseil des Ouvriers de l'Industrie du Pétrole, qui a succédé au comité de grève qui s'était mis en place avant la chute de Bakhtiar.

Ils sont eux aussi en danger de mort.

Tous ont été, en Iran ou dans l'exil, d'actifs opposants à la tyrannie du Shah.

Ces arrestations se sont produites quelques jours après les affontements qui ont opposé, précisément dans le Khouzestan, les activistes islamiques à la population arabe qui compose la majorité de la population de cette province stratégique pour le pétrole qu'elle contient. Les militants du PST ont été arrêtés peu après qu'ils aient publiquement pris position pour la levée de la loi martiale au Khouzestan et le droit à l'autodétermination de la minorité arabe. Ces heurts avec la minorité arabe opprimée depuis des décennies avaient fait, notamment dans la ville de Khorramshar, plus de deux cents morts.

Après qu'une trêve soit intervenue et que les combats aient cessé, les autorités gouvernementales et les comités Khomeiny ont tenté, pour dégager leurs responsabilités dans ces massacres, d'accréditer la thèse d'un «complot», dirigé de l'étranger. Ainsi, le Conseil des tribunaux révolutionnaires d'Ahwaz a émis un communiqué selon lequel, parmi les centaines de personnes arrêtées, il y avait des *«collaborateurs de la CIA»*. Le communiqué précise, sans donner de noms, que le Conseil a fait procéder à l'arrestation de quatre hommes et de deux femmes qui avaient *«provoqué»* le conflit entre la population arabe et le gouvernement central. Deux des militants du PST arrêtés sont, rappelons-le, des femmes...

Par ailleurs, selon une dépêche de l'Agence *France-Presse*, publiée dans *Le Monde* du 12 juin, le Procureur général du Tribunal révolutionnaire islamique du Khouzestan a annoncé que les militants du PST seraient poursuivis pour *«sédition»* dans l'armée et tentative de soulèvement de la population arabe.

Outre nos camarades et les trois membres du Conseil des Ouvriers de l'Industrie du Pétrole, la répression frappe également d'autres militants, travailleurs combatifs et syndicalistes qui avaient été à la pointe des grèves qui mirent à bas la monarchie dictatoriale entre octobre et janvier 1978.

C'est notamment le cas de travailleurs des industries sidérurgiques d'Ahwaz, autre bastion ouvrier de la ville.

Des membres du Comité Khomeiny d'Ahwaz ont indiqué qu'ils entendaient poursuivre dans cette voie et arrêter notamment tous les militants du PST qu'ils pourraient identifier à Ahwaz.

Il faut dire que le Comité Khomeiny d'Ahwaz s'était déjà

signalé par ses attaques anti-communistes, ses agressions répétées contre des militants révolutionnaires ou des syndicalistes ouvriers.

Le Comité Khomeiny d'Ahwaz est en effet aux mains des fractions les plus ultras du clergé chiite. C'est d'Ahwaz, répétons-le, qu'avait été signé l'arrêt de mort de la monarchie avec la grève du pétrole. Très vite, la hiérarchie religieuse va craindre cette force ouvrière qui a surgi : *«Je me bats sur deux fronts»* expliquait dès novembre 1978, l'Ayatollah de Khorramshar, là où ont eu lieu les heurts les plus sanglants avec les Arabes, *«contre le shah qui veut interdire la polygamie et contre les communistes qui tentent de s'infiltrer parmi les travailleurs du pétrole.»* Après l'insurrection, même si les unités de l'armée impériale ne sont pas dissoutes, c'est le Comité Khomeiny qui assure l'essentiel de l'administration civile et devient le fer de lance de la normalisation islamique.

C'est dire combien les menaces que fait peser le Comité Khomeiny d'Ahwaz sur le sort de nos camarades et des syndicalistes emprisonnés sont graves.

La mobilisation la plus rapide, la plus large et la plus massive possible, de tous ceux qui auparavant ont appuyé la lutte contre le régime du shah, est nécessaire pour sauver leurs vies et obtenir leur libération.

Les premiers résultats obtenus par la campagne lancée en Iran et internationalement en est la preuve. Le 14 juin, Fatemeh Fallahy et Mahsa Hashemy ont été brièvement présentées à deux membres du PST. Elles restent néanmoins emprisonnées dans un lieu tenu secret, dépendant du Comité Khomeiny. Elles avaient mené une grève de la faim de plusieurs jours pour avoir le droit de recevoir des journaux.

C'est une première victoire, bien que les autres camarades soient toujours tenus au secret. C'est aussi un encouragement pour redoubler d'efforts dans la solidarité.

Le 15 juin 1979

LA CAMPAGNE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE

* Australie

4 parlementaires de la Chambre haute fédérale, 2 de la Chambre basse fédérale et 2 députés du Parlement de l'Etat de Galles du Sud, appartenant au Parti travailliste, ont envoyé des télégrammes au Gouvernement iranien. Télégrammes également du Président de l'Union des Etudiants, du Président fédéral du Conseil de l'Association des Salariés et professionnels (syndicat des fonctionnaires gouvernementaux) et de la Conférence de la Jeunesse travailliste australienne qui se tenait à Perth les 9 et 10 juin.

Des piquets de protestation ont été organisés devant les ambassades et consulats iraniens à Sydney et Melbourne.

* Danemark

Piquets de protestation devant l'ambassade.

Une pétition signée par des parlementaires de 5 partis et par les dirigeants des 3 principales centrales syndicales a été remise à l'ambassade.

* République fédérale d'Allemagne

Le député SPD, Thusing, a fait une démarche auprès de Bazargan pour obtenir la libération des 9.

* France

Une délégation a remis à l'ambassade une pétition signée par Simone de Beauvoir, Daniel Guérin, Gilles Martinet, Lionel Jospin, Roger Garaudy, Alain Krivine, Marc Lacaze, Arlette Laguiller, demandant la libération des 9 et des syndicalistes emprisonnés. La LCR a organisé le 14 une manifestation d'un millier de personnes

Un meeting organisé par Lutte ouvrière, l'Organisation communiste internationaliste et la Ligue communiste révolutionnaire (ainsi que d'autres organisations) est prévu pour le 25 juin.

* Espagne

Le Parti socialiste ouvrier espagnol, le Parti communiste espagnol et le Mouvement communiste (extrême-gauche) ont envoyé des télégrammes.

* Suède

Piquets de protestation devant l'ambassade.

Télégrammes du Syndicat des Dockers, du Syndicat de la Marine marchande et d'un syndicat de l'Entreprise Volvo.

* Suisse

Piquet de protestation devant l'ambassade. Message du Syndicat du Livre au Gouvernement Bazargan.

* Etats-Unis

Un télégramme a été adressé à Bazargan et au Conseil de la Révolution islamique, signé entre autres par : Ali Shokri (pilote iranien qui avait déserté sous le régime du shah lors d'un stage aux USA), Jim Paul (dirigeant du Middle East Research and Information Project), Gerry Gordon (représentant international du Syndicat des Abattoirs), Fouad Mangzabbi (ancien Président des Diplômés de l'Université américano-arabe), Rajai-e-Buzailah (professeur à l'Université de l'Indiana et défenseur connu du mouvement palestinien), George Novack (ancien membre de la direction du CAIFI)

* Canada

Télégrammes de Québec-Palestine, de la Fédération des Etudiants arabes de Montréal, de Michel Chartrand(conseiller de la Confédération nationale des Syndicats-Montréal) et de plusieurs dirigeants du Syndicat des Postiers de Saskatoon.

* Nouvelle-Zélande

Télégrammes de protestation de Jim Anderson (Président du Parti travailliste), Dudding (Président du Conseil pour les libertés civiques), Sonja Davies (dirigeant de la Fédération du Travail), Ralph Maxwell (député travailliste) et d'une cinquantaine de personnalités.

* Grèce

Un rassemblement a eu lieu devant l'ambassade d'Iran, à l'appel des militants de la IVe Internationale.

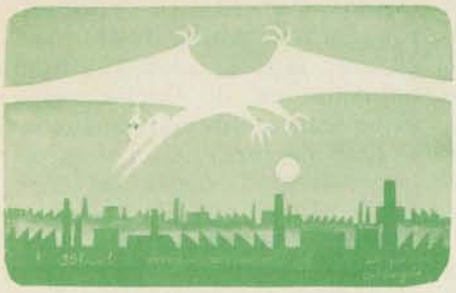
Enfin, en Iran, où de nombreux articles sont parus dans la presse sur les arrestations, une importante campagne de solidarité s'est rapidement développée.

Parmi les premières prises de position, il faut signaler les protestations de plusieurs écrivains et intellectuels iraniens connus : Reza Barahni, Ahmad Shambon, Gherlam Hussein Sadi, Eager Parhani, Mohamed Ali Sepaulan, Ahmed Ilkani, Aslan Aslanin, Ali Asgar, Hadj Seyad Javadi.

Deux cents ouvriers du pétrole ont organisé depuis plusieurs jours un sit-in dans les bureaux centraux de l'administration pétrolière à Ahwaz, pour réclamer en particulier la libération de leurs camarades emprisonnés.

Les camarades du PST ont par ailleurs organisé un rassemblement d'environ trois cents personnes devant les bureaux du premier Ministre Bazargan.

Une copie des télégrammes et messages de protestation et toutes informations sur la campagne internationale doivent être envoyés à Kagar - Post Office Box 41-3586 - Téhéran - Iran.



Abstentions massives face à l'Europe du capital

Anna LIBERA

Malgré les sommes gigantesques dégagées pour la campagne électorale européenne, celle-ci n'aura pas convaincu la large majorité des électeurs des neuf pays membres du Marché commun qui étaient appelés le 10 juin à désigner leurs représentants à l'Assemblée de Strasbourg. En effet, 6 européens sur 10 seulement sont allés voter. Cette abstention qui est le premier résultat important de ce scrutin a pris parfois des dimension beaucoup plus grandes. Ainsi, en Grande-Bretagne ce sont 70% des électeurs qui ont boudé les urnes, en France 40%, au Danemark 52%, en Irlande 42%, en Allemagne 30%, dans les pays du Benelux où le vote est obligatoire 20% des électeurs se sont néanmoins abstenus et 15% *«seulement»* en Italie, où le vote est également obligatoire.

LE TRIOMPHE DE L'ABSTENTION

Les premiers commentaires se sont tous arrêtés longuement sur ce phénomène qui témoigne à coup sûr d'une réalité politique. Mais ils se sont presque tous perdus en conjectures sur l'absence de réalité de l'*«idée européenne»*. Or les raisons de cette abstention massive semblent pourtant assez claires. Il y a bien sûr le fait qu'il ne s'agissait pas d'une élection qui allait modifier directement et immédiatement la composition des gouvernements des différents pays. Mais il y a aussi le fait que l'*«Europe»* capitaliste, celle des multinationales est une réalité bien concrète pour de larges couches d'électeurs : celle du chômage, de l'austérité, de la marginalisation des jeunes et des femmes, du danger nucléaire, de la répression. Une réalité bien palpable dont ils ne veulent pas, mais face à laquelle aucune des grandes forces politiques, tant du côté de la bourgeoisie que du mouvement ouvrier, n'offre d'axe de lutte. Ceci est certainement la raison principale qui a déterminé cette désertion massive des urnes. En effet dans tous les pays, l'écrasante majorité des partis politiques, bourgeois et réformistes, sont pour cette Europe, malgré les différentiations tactiques qu'ils présentent et qui prennent évidemment toujours le devant lors d'une campagne électorale (ce fut particulièrement le cas cette fois-ci en France).

Ainsi en Grande-Bretagne, Conservateurs, Travaillistes et Libéraux, et jusqu'au très réactionnaire Enoch Powell sont pour l'Europe alors qu'il existe une forte opposition, au sein du Parti travailliste et dans l'électorat ouvrier contre le Marché commun. En Allemagne comme en Italie la campagne électorale a été à une seule voix car là aussi toutes les grandes forces politiques sont «européennes» et même absolument d'accord sur toutes les questions tactiques (élargissement, augmentation des pouvoirs de l'Assemblée, etc.). Il en est de même en Belgique, au Luxembourg et en Hollande. Il n'y a qu'au Danemark où il existe une réelle bataille entre les pour et les contre la participation du pays à la CEE. Face à toute absence de choix, face surtout à l'absence de programme clair contre l'Europe du capital, beaucoup d'électeurs ont préféré rester chez eux.

Du fait de ce taux important d'abstention, il est difficile de tirer des enseignements généraux des résultats pour les rapports de force politiques nationaux pour tous les pays. Si l'on prend l'exemple de la Grande Bretagne, en effet, les 30% d'électeurs qui ont été voter sont principalement les Conservateurs les plus intéressés à l'Europe. C'est ainsi que le parti de Madame Thatcher remporte près de 70% des sièges à l'assemblée de Strasbourg parce que l'électorat travailliste ne s'est pas mobilisé. Mais sa victoire avait été bien moins nette

lors des élections nationales de mai dernier. A part ce cas tout à fait extrême de la Grande Bretagne, le *«tassement»* de la gauche dans ces élections, largement mis en avant par l'ensemble de la presse est tout à fait relatif. Il existe certes et est le prix que les partis traditionnels du mouvement ouvrier paient pour ne pas offrir la moindre alternative aux partis bourgeois face à l'Europe du capital, renforçant ainsi ces derniers. Un recul de 2% du SPD a été enregistré en Allemagne au profit de la CDU qui frise ainsi la majorité absolue. Mais en Italie le PCI fait le même score que pour les élections législaves des 3 et 4 juin alors que le PSI progresse légèrement (de 1,5%) et que la Démocratie-chrétienne, elle, perd 1% par rapport à ses résultats de la semaine dernière. En France de même, le résultat global de la gauche est le même que lors des législatives de mars 1978, même si l'on enregistre des modifications de la répartition des votes entre les différentes forces.

EN FRANCE, UNE CAMPAGNE «HEXAGONALE»

Les résultats du scrutin en France sont particulièrement intéressants vu les enjeux mis dans cette campagne par les uns et les autres, non pas sur la question de l'Europe, mais pour la préparation des élections présidentielles de 1981. La campagne a en fait pris la forme d'une *«primaire»* entre l'UDF (formation appuyant Giscard d'Estaing) et le RPR de Jacques Chirac dans un camp, et le PS et le PC dans l'autre. Cette bataille n'a pas manqué de semer la confusion dans l'électorat. En effet, dans chaque camp, les partis *«européens»* convaincus (l'UDF et le PS) étaient soumis à la pression d'un parti qui brandissait le drapeau de la souveraineté nationale française (le RPR et, surtout, le PCF). Les premiers se voyaient donc contraints de modérer leurs enthousiasme européen... alors que les seconds affirmaient que, malgré tout, ils étaient pour rester dans cette Europe et la construire. Il fallait vraiment vouloir suivre cette campagne et surtout saisir les arrière-pensées de chacun pour s'y retrouver.

Les objectifs nationaux de Giscard d'Estaing et de Georges Marchais ont été partiellement atteints dans cette campagne. Le Président de la République entendait en effet utiliser ce scrutin - sachant qu'une majorité pro-européenne existe dans le pays - pour faire reculer de façon drastique le RPR, ce parti gaulliste qui était encore en mars 1978 non seulement le premier parti de la majorité, mais le premier parti de France. Pour cela il a utilisé une tactique payante à court terme, tout du moins. Il a en effet caché tous les vieux requins de l'UDF derrière le visage rassurant de Madame Simone Veil qui a porté seule la campagne et dont le *«non professionnalisme»* pouvait séduire un électorat abreuvé depuis des années par des débats entre les mêmes ténors politiques un peu rances !

En même temps la liste de Madame Simone Veil recevait l'investiture officielle sous la forme du soutien ouvert du Premier ministre Raymond Barre qui participa même à ses côtés à des réunion publiques.

Jacques Chirac, quant à lui, pensait pouvoir, dans cette campagne surmonter la contradiction dans laquelle se trouvent les gaullistes depuis plusieurs années, avec leur politique qui vise à soutenir et à participer à un gouvernement dont ils ne cessent de critiquer l'action. Mais la campagne du RPR, essentiellement centrée sur les attaques au gouvernement Barre, a non seulement créé un malaise au sein du mouvement gaulliste, mais n'a pas été comprise par son électorat. Et le résultat catastrophique du RPR (qui, avec 16% de voix, se retrouve le dernier parti loin derrière le PCF) ne va qu'accentuer ce malaise et souligner l'impasse dans laquelle il se trouve. En effet, le RPR ne peut pas porter sa critique du gouvernement à sa conséquence logique : le passage à l'opposition, pour deux raisons. Tout d'abord, parce qu'il porterait ainsi la responsabilité d'une crise politique qui amèrait à coup sûr une majorité de gauche au gouvernement et, d'autre part, parce que le parti gaulliste n'a pas de vocation d'opposition. Il s'est formé et développé comme Parti-Etat, investissant tous les rouages des institutions et, avec la disparition de l'aura populaire de de Gaulle, c'est cette seule réalité qui lui donne sa base électorale. Un passage à l'opposition pourrait lui être fatal.

Cette contradiction et cette impasse, pour l'instant insurmontables étant donné les rapports de forces politiques et sociaux dans le pays, est apparue clairement au lendemain du scrutin au cours de la réunion de l'instance dirigeante du RPR. Les ministres gaullistes avaient dès dimanche soir, publiquement, exposé leurs critiques à la campagne de J. Chirac, mais ils lui ont néanmoins réaffirmé leur confiance car, eux aussi, sont pris dans la contradiction du mouvement gaulliste. Ce que Claude Labbé, Président du groupe parlementaire RPR, exprimait lorsqu'il expliquait mardi que, étant contre *«les socialo-communistes, les gaullistes sont dans la majorité par conséquent»*.

Les batailles au sein de la majorité sont cependant loin d'être terminées. D'autant plus que, s'il y a eu effondrement du RPR, la liste Veil-Barre-Giscard n'a pas obtenu un triomphe tant par rapport aux objectifs qu'elle s'était fixé, qu'aux sondages qui tous dépassaient la barre des 30%. La liste du *«Parti du Président»* n'obtient que 28% des voix (c'est-à-dire moins que les voix reçues par Giscard d'Estaing au premier tour des présidentielles de 1974); la liste soutenue officiellement par le Premier ministre sort donc clairement minoritaire. De plus, l'UDF est loin d'exister en tant que parti - en opposition au RPR -, et d'ailleurs, à l'Assemblée de Strasbourg ses composantes siègeront dans des familles politiques différentes. Les deux partis de la majorité n'obtiennent que 45% des voix, 46,7% si l'on y ajoute les voix de Servan-Schreiber.

Dans le camp ouvrier les reclassements de voix ne sont pas aussi radicaux. L'objectif du PCF était de rééquilibrer en sa faveur les rapports des forces électorales de la gauche. Si cela s'est effectivement réalisé, c'est par le tassement enregistré par le PS alors que le parti de Geor-

ges Marchais maintient exactement ses positions de mars 78. Le parti de Mitterand a perdu un peu plus de 1% des voix par rapport à mars 78. Le PS était en effet dans une situation difficile dans cette campagne, talonné à l'extérieur par le PC et gêné à l'intérieur par l'accord de direction entre le courant Mitterrand et le CERES (qui a les mêmes positions que le PCF sur l'Europe), devant absolument se différencier de l'UDF, il a donné dans le bleu-blanc-rouge comme les autres tout en se déclarant le plus européen de tous.

De plus, au cours de cette campagne, il a effectué une véritable campagne de réhabilitation de la social-démocratie qui, après les performances d'un Callaghan ou d'un Schmidt est assez difficile à avaler pour un électorat attiré ces dernières années par le *«renouveau du socialisme»* que semblait présenter le Parti socialiste français.

Le PCF, quant à lui, est le seul qui ait mené campagne tambour battant sur ses positions, positions chauvines et réactionnaires qui ont atteint des sommets ces dernières semaines. On peut donner quelques exemples comme cette inscription anti-allemande sur la Mairie de Longwy : *«1870, 1914, 1940 : Assez !»*. Ou bien les tracts de la cellule Dassault du PCF qui expliquent que grâce aux communistes la France dispose de bombardiers français ! Ou ce tract de la Fédération de l'Eure (région de culture de champignons) qui affirme : *«Oui aux champignons à la grecque; non aux champignons grecs !»*. Et on pourrait poursuivre longtemps. Le résultat le plus dramatique, c'est que, face à la position pro-Europe impérialiste du PS, ce chauvinisme outrancier, ces réponses réactionnaires, démagogiques, fausses et dangereuses, ont pu apparaître comme des réponses dans les régions plus particulièrement touchées par la politique communautaire (c'est le cas dans le sud-ouest de la France).

3,1% POUR LA LISTE TROTSKYSTE EN FRANCE

Un des resultats les plus significatifs de ce scrutin en France est le résultat obtenu par la liste présentée par Lutte ouvrière et la LCR (section française de la IVe Internationale) *«Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe»* et par la liste présentée par les écologistes. La première a recueilli 3,1% des voix (plus de 622000 votes) et la seconde 4,4%. Ces résultats révèlent en premier lieu le scandale de la loi électorale de proportionnelle corrigée qui exige de recueillir 5% des voix pour avoir un représentant et être remboursé des frais de campagne. Cette loi inique a été votée par les 4 grands partis (PS et PC compris) qui se sont ainsi assurés le monopole de la *«représentation»* à l'Assemblée de Strasbourg. Le résultat de la liste trotskyste est d'autant plus important si l'on tient compte du monopole sans précédent de la presse écrite et parlée par les grands partis qui ont disposé de nombreuses heures sur toutes les antennes pour présenter leurs positions, alors que les *«petites listes»* n'ont eu droit chacune qu'à 255 secondes (4,5 minutes) dans le cadre de la campagne *«officielle»* et n'ont été invitées à aucun débat organisé par les radios et chaînes de télévision. Il s'agit d'un boycott organisé comme nous l'ont dit les opérateurs de la télévision qui avaient reçu consigne de ne pas filmer le rassemblement de Mériel des 2 et 3 juin, où 40000 personnes étaient venues soutenir la liste *«Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe»* !

Pour pallier partiellement ce boycott par les ondes, Lutte ouvrière et la LCR ont organisé le vendredi 8 juin, durant une heure, une émission de radio-libre qui a pu être entendue dans la région parisienne.

Malgré ce black-out, la campagne menée par les militants des deux organisations a obtenu un résultat important avec 3,1% des voix, c'est-à-dire 15% de l'électorat du PCF. De plus les résultats détaillés montrent que ce pourcentage dépasse 4% (donc 20% de l'électorat PCF) dans les grosses concentrations ouvrières de la région parisienne et dans les régions touchées par la crise et qui ont connu de fortes mobilisations ces derniers mois (c'est le cas de la Lorraine où, pourtant, l'implantation des deux organisations est faible).

Ces résultats confirment l'écho de la seule campagne internationaliste, anti-chauvine et anti-capitaliste qui se soit fait entendre dans ces élections. Echo que l'on avait pu enregistrer au cours des nombreux meetings organisés dans toute la France qui ont connu une affluence importante et au cours du rassemblement organisé par LO et la LCR les 2, 3 et 4 juin à Mériel à côté de Paris et auquel 40000 personnes ont participé.

En ce qui concerne les voix écologistes (4,4% en France mais aussi 3,5% en Allemagne) il faut noter des scores particulièrement élevés dans les régions frappées par le nucléaire : plus de 10% en Alsace, 14% à Flamanville !

Dans les autres pays, les listes révolutionnaires ont également obtenu des résultats significatifs. Ainsi en Grande-Bretagne Tariq Ali, malgré le raz-de-marée d'abstention, a recueilli 1% des voix; en Belgique, nos camarades de la LRT ont recueilli 17000 voix, alors que la liste présentée par les centristes faisait un résultat légèrement supérieur. Au Danemark, le Parti socialiste de gauche, VS, malgré ses 3,5% n'obtient pas de représentant. En Italie, où la proportionnelle intégrale est en vigueur, le PDUP, avec 1,1% a un élu, et *Democrazia Proletaria* également avec 0,7% des voix (même résultat que pour les élections nationales).

Bernadette Devlin a obtenu en Irlande du Nord 32000 voix après une campagne centrée sur la lutte contre la répression de l'impérialisme britanique. Cette campagne fut appuyée par les camarades de *Peoples'Democracy*, sympathisants de la IVe Internationale.

La majorité de ces voix de protestation contre l'Europe du capital, l'Assemblée européenne ne les entendra pas dans l'hémicycle de Strasbourg mais elles résonneront plus fort encore dans toutes les luttes qui nous attendent contre l'Europe du chômage et de l'austérité, du tout-nucléaire et de la répression que cette assemblée nous prépare.

Les 2 et 3 juin à Anvers

250 syndicalistes trotskystes en conférence

Dans le cadre de la campagne pour les élections du Parlement européen, et après le rassemblement de Turin (voir *INPRECOR/INTERCONTINENTAL PRESS*, no. 54), la IVe Interrence de cadres syndicaux de ses sections européennes les 2 et 3 juin à Anvers, en Belgique. 250 militants et dirigeants syndicaux trotskystes se sont donc rencontrés et ont débattu deux jours durant des problèmes rencontrés dans la lutte contre l'austérité capitaliste et la politique de collaboration de classe des directions ouvrières traditionnelles.

Qui étaient les présents à la conférence ? Il y avait 179 hommes et 73 femmes venus de 13 pays européens, 43 venaient d'entreprises de la métallurgie et de la sidérurgie, une quinzaine de la chimie, du textile et du bâtiment, et 25 de l'automobile. 47 délégués venaient des services publics (hôpitaux, PTT, admnistration centrale et locale) et des banques, 29 de l'éducation. La branche la plus représentée était l'automobile. Les sections de la IVe Internationale sont en effet présentes dans tous les grands trusts de cette branche : Renault (France), Ford (Grande-Bretagne, Espagne, France, Belgique), FIAT, Alfa Romeo (Italie), British Leyland (Grande Bretagne), SEAT (Espagne), Mercedes, Daimler-Benz (RFA), Volvo, Saab (Suède).

La répartition de ces délégués reflète le développement important - même s'il est encore insuffisant - de l'implantation de militants trotskystes dans les secteurs clés de l'industrie. De même, l'influence et les responsabilités syndicales des militants et militantes présents témoignent de leur participation active aux luttes quotidiennes de leur classe.

La réalité de cette implantation industrielle ne donnait que plus de relief à l'absence de toute centralisation de notre travail au niveau de l'Internationale (aussi bien en termes de conférences de ce type ou de conférences de branches que, surtout, de direction). Un des objectifs issus de cette conférence est d'y remédier; nous y reviendrons.

Le rapport introductif présenté par un dirigeant de l'Internationale fut centré sur les conséquences de la crise capitaliste - et de son *«remède»*, l'austérité - pour le mouvement ouvrier : sur ses mobilisations, la politique de collaboration de classe de ses directions, l'apparition des courants d'opposition à cette politique, présentant le lien inévitable qui existe entre riposte à l'austérité, lutte pour une alternative politique et bataille pour conquérir la direction du mouvement ouvrier.

L'absence de centralisation préalable du travail et donc de circulation de l'information a fait que souvent ces commmissions ont servi plus à diffuser l'information sur la situation dans les différents pays qu'à débattre. Dans la commission sur la lutte pour les nationalisations et dans celle sur les femmes travailleuses par contre un véritable débat a pu être ébauché. Dans le cas de cette dernière commission, cela est dû au fait qu'une centralisation effective du travail femme existe avec la campagne avortement-contraception internationale et que la discussion a donc pu s'engager rapidement sur les problèmes à debattre.

Un des résultats positifs de cette conférence est que le samedi soir des réunions de branches ont pu avoir lieu pour confronter les questions d'interventions, mettre en place une centralisation, etc. Cela a été le cas pour la sidérurgie (où une coordination France-Luxembourg-Allemagne existait déjà et où ont pu s'inscrire les camarades italiens), l'automobile, la santé et l'enseignement.

Avant de tirer les conclusions de la conférence et de tracer des axes pour la poursuite du travail, les délégués ont entendu un rapport sur la situation des oppositions anti-bureaucratiques dans les pays de l'Est et les initiatives que le mouvement syndical pouvait prendre pour

les défendre. Ce rapport était particulièrement d'actualité puisque l'on venait d'apprendre que, deux jours auparavant, Petr Uhl et 9 autres porte-paroles de la Charte 77 avaient été arrêtés en Tchécoslovaquie. Chaque syndicaliste présent allait donc quitter la conférence avec la préoccupation immédiate de faire prendre position à son organisation syndicale, de proposer des initiatives visant à assurer la libération de militants qui représentent la tête de l'opposition tchécoslovaque au régime bureaucratique.

Dans sa conclusion, le camarade Udry devait souligner contradiction mentionnée plus haut entre le développement de notre implantation et de notre rôle dans les luttes ouvrières et l'absence de centralisation de ce travail. Il devait montrer qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème technique de circulation de l'information et d'organisation de rencontres, mais d'un problème fondamental de direction, tant au niveau national qu'international : à savoir la nécessité pour les directions politiques centrales de nos sections d'assurer la direction quotidienne du travail industriel au lieu de se décharger de cette tâche sur des directions de *«secteurs»*.

Au niveau international, il a présenté des objectifs réalistes à atteindre, qui sont une précondition pour l'organisation de nouvelles conférences de ce genre. Le premier est la publication d'un bulletin qui fasse circuler l'information, même brute, sur la situation dans les différents pays. Le second est la stabilisation de coordinations avec mise en place de secrétariats, pour les branches où cela est possible comme l'automobile et la sidérurgie. Ceci permettra d'organiser alors des conférences de branche *«rentables»* politiquement pour tous les participants.

Il devait conclure sur la tâche centrale de nos sections dans la période présente : développer et amplifier notre présence dans les bastions clés de l'industrie. Au moment où l'on voit que le programme marxiste-révolutionnaire permet de répondre aux problèmes fondamentaux de la situation, il est en effet essentiel d'enraciner ce programme dans les masses, grâce, notamment, à une implantation massive des militants révolutionnaires dans les entreprises.

Italie

Le PC paie, aux élections nationales, le prix de sa politique

Livio MAITAN

L'appréciation qui a été faite par la plupart des commentateurs sur les résultats des élections italiennes du 23 juin : la situation n'est pas radicalement changée, l'instabilité n'est pas surmontée, la réalisation d'un équilibre politique aussi bien gouvernemental que parlementaire reste très difficile, est fondamentalement correcte. Toutefois, il ne faut pas ignorer une série de déplacements qui se sont produits au niveau électoral et qui reflètent les développements assez significatfs des deux dernières années.

Tout d'abord, quelques données sommaires :

1) les partis et les formations se réclamant du mouvement ouvrier perdent globalement 3,1% à la Chambre et 2,1% au Sénat (le PCI perd 4% à la Chambre et 2% au Sénat; le PSI gagne 0,2% partout; l'extrême-gauche gagne 0,7% et obtient au total presque 800 000 voix);

2) la DC perd respectivement 0,4% et 0,6%, alors que les petits partis du centre et centre-droite avancent de 0,9% à la Chambre et de 2,6% au Sénat. Le centre, dans son ensemble, progresse de 0,5% à la Chambre et de 2% au Sénat;

3) la droite fasciste - MSI - perd respectivement 0,8% et 0,9%;

4) le Parti radical (PR) enregistre un succès important, en augmentant son score de 2,3% à la Chambre et de 0,5% au Sénat. Il faut enregistrer aussi le succès de listes locales, dans certaines villes ou régions (le cas le plus spectaculaire est celui d'une liste locale qui a atteint 30% à Trieste);

5) les abstentions ont augmenté de près d'un million et demi en dépassant au total les 4 millions à la Chambre (presque 10%, ce qui pour l'Italie est considérable). En même temps, il y a eu une augmentation d'à peu près 40% des bulletins blancs ou nuls (plus de 1 400 000 à la Chambre).

Pour mieux illustrer la portée du scrutin, il faut ajouter les précisions suivantes :

- il y a une différence entre les voix à la Chambre et les voix au Sénat, qui, en partie du moins, reflètent une orientation

différente des électeurs plus jeunes (au Sénat ne votent que ceux qui ont dépassé vingt-cinq ans). C'est le PCI qui souffre le plus de ce décalage, en partie à cause de la présence généralisée de l'extrême-gauche à la Chambre et de son absence presque totale au Sénat, en partie à cause d'une influence plus limitée parmi les générations nouvelles. L'organe du PCI a lui-même signalé qu'alors qu'en 1976, on pouvait estimer que 40% des électeurs jeunes avaient voté pour ce parti, le score actuel se situe autour de 28%. Ce sont surtout les radicaux qui semblent avoir profité des orientations de certaines couches de jeunes;

- les tendances nationales s'accentuent - parfois même sensiblement - dans les grandes villes qui sont les centres principaux de la lutte politique et qui reflètent avec une sensibilité et une rapidité plus grandes les changements ou les phénomènes nouveaux. Ainsi, le PCI enregistre des pertes supérieures à la moyenne nationale (nous nous référons à la Chambre, élue par un électorat plus large) à Rome, Naples, Turin, Gênes, Palerme, Cagliari, Bari; il reste au niveau de la moyenne nationale à Milan et il perd moins que la moyenne à Bologne, Florence, Venise et Trieste. Ce qui est encore plus significatif, c'est qu'il régresse sensiblement - de plus que la moyenne nationale qui est de 4% - dans des centres de la banlieue ouvrière de Turin (où les abstentions ont été parfois très élevées et où les radicaux ont remporté des succès) et de Milan et dans des quartiers populaires de Rome. La DC perd 4,2% à Milan, 3% à Turin, 2,6% à Gènes, 2,4% à Bologne, 2,3% à Florence, 4% à Cagliari et 13,8% à Trieste, elle reste, en gros, stable ou progresse dans une mesure insignifiante ailleurs (Rome, Naples, etc.). Quant au PR, c'est justement dans les grandes villes qu'il est apparu comme une force considérable (en gros, le quatrième parti) : 7,1% à Rome, 5,9% à Naples, 6,6% à Turin, 5,9% à Gènes, 4,7% à Bologne, 6,6% à Palerme, 6,5% à Venise, etc.): Venise, etc:

- l'échec du PCI est plus sensible dans le Sud, notamment dans les grandes villes ou des centres significatifs : moins 10,3% à Naples, moins 8% à Palerme, moins 5,9% à Cagliari, moins 6,5% à Bari, moins 5,5% dans la province de Tarente, moins 8,1% dans la province de Catane, moins 6,5% dans la province de Reggio de Calabre, moins 8,9% à Caltanisetta.

La première constatation qui s'impose est que le PCI régresse aux élections politiques pour la première fois depuis 1946 et dans des proportions qui, pour la tradition électorale italienne de l'après-guerre, sont sans aucun doute appréciables (2). Cela est d'autant plus important que le but principal de la DC et des formations bourgeoises en général était surtout d'affaiblir le PCI. Ce but a donc été atteint. Des deux grands partis ouvriers, c'est le PSI qui a maintenu ses positions, à savoir le parti qui dans la période la plus récente avait pris les attitudes les plus ambiguës, ne ménageant pas ses attaques contre le PCI et faisant flèche de tout bois.

La deuxième constatation est que le maintien de ses positions - avec des reculs dans des villes importantes - implique pour la DC un échec quant à son deuxième but, l'augmentation de son pourcentage en atteignant 40%. La progression, extrêmement modeste à la Chambre, des autres partis du centre, ne compense pas ce piétinement, même si, du point de vue des sièges, il y a eu un progrès du centre (et également du centre gauche). Quant au parti fasciste, il n'a pas récupéré entièrement ce qu'il avait perdu à la suite du départ des députés et sénateurs qui avaient donné naissance à *Démocratie Nationale* (qui n'a eu aucun élu et ne dépasse pas 0,6%), mais il apparaît relativement plus homogène qu'en 1976 et, pour ainsi dire, plus radicalisé à droite.

L'extrême-gauche a amélioré son score aussi bien en chiffres absolus qu'en pourcentage (plus 0,7%) et elle obtient six sièges à la Chambre (autant qu'en 1976). Soit dit en passant, cela confirme que dans un pays très politisé et fortement différencié dans tous ses secteurs politiques, où, de surcroît, il existe un système, en gros, proportionnel, des forces similaires, ou relativement similaires, obtiennent des résultats globalement meilleurs si elles se présentent séparément. Il s'agit d'une sorte de «loi» qui a joué en 1948 lors du bloc PCI-PSI sous le drapeau du FDP, en 1968, lors de l'éphémère réunification entre socialistes et sociaux-démocrates, en 1976, à l'occasion de l'accord unitaire de l'extrême-gauche autour de *Démocratie prolétarienne*. Ce qu'il est plus important de souligner, en tout cas, c'est que l'extrême-gauche apparaît aujourd'hui encore moins capable qu'en 1976 de présenter une alternative globale; que l'aile représentée par la NSU n'a pas su ou voulu se démarquer du Parti radical ni des courants gauchistes et *«mouvementistes»* qui subsistent, que sa force la plus significative sur le terrain électoral est le PDUP, qui, tout en critiquant le compromis historique, et en jouissant de soutiens importants dans la *«gauche syndicale»*, n'a pas été capable d'exprimer une stratégie qualitativement différente de celle des réformistes et défend des conceptions carrément gradualistes sur la transition au socialisme (ou la *«fuoriuscita»* du capitalisme, pour utiliser sa terminogie) (3). Précisons que le PDUP avait réalisé un accord avec le MLS, formation qui reste fondamentalement maoïste, dont l'orientation est encore plus droitière et qui s'est partiellement intégré à la bureaucratie syndicale (notamment de l'UIL à influence socialiste-social-démocrate) (4).

Comme nous l'avons indiqué, conjointement à l'échec du PCI, le succès du PR représente le fait saillant des élections du 3 juin. Il faut dire que ce succès s'est produit à un moment où le PR a très sensiblement accentué une évolution qui, en 1976, venait de s'amorcer. Alors que pendant toute une période, il est apparu comme l'instrument de batailles pour les droits démocratiques où les partis ouvriers majoritaires, et surtout le PCI, ne s'étaient engagés que très tard (par exemple, la ba-

taille pour le divorce), ensuite il a commencé à apparaître comme un pôle de cristallisation de tous les mécontentements, en prenant le plus souvent le PCI comme cible principale. Déjà en 1976, il avait pu capter une partie de la base électorale potentielle de l'extrême-gauche. Maintenant, le phénomène a pris des dimensions beaucoup plus grandes et, dans les listes radicales se sont retrouvés, à côté des radicaux «historiques», des anciens leaders de *Lotta Continua* (parmi lesquels le député sortant, Pinto, dirigeant des chômeurs napolitains en 1975), des anciens députés du PCI, des anciens socialistes, des intellectuels comme Sciascia - élu à Palerme sur la liste du PCI, lors des élections municipales de 1975 - et d'autres, tels Macciochi (des secteurs de «l'autonomie», oubliant pour un instant le P 38, ont appelé eux aussi à voter pour le PR). Qu'est-ce qu'un tel cocktail pourra donner à l'avenir, c'est matière à spéculation. Disons pour le moment que le phénomène radical est une nouvelle manifestation de la crise de cette petite bourgeoisie qui a subi une radicalisation à partir de 1968-69, et dont un secteur a abouti à des attitudes «anti-régime», grosses d'ambiguités et qui sécrètent une idéologie faramineuse où s'additionnent et se combinent un libertarisme socialisant, un esprit à la «nouveaux philosophes» et un poujadisme de gauche sui generis et qui exerce une influence même sur des franges des nouvelles générations ouvrières.

La question se pose de savoir si c'est surtout le PR qui a profité du déclin du PCI. La réponse n'est pas simple: elle ne pourra être donnée avec certitude que plus tard, sur la base d'une analyse très détaillée du scrutin. Comme dans d'autres occasions, il y a eu probablement des déplacements multiples et il serait simpliste, sinon carrément erroné, de se baser exclusivement sur les pourcentages bruts, en plus ou en moins. Par exemple, il est possible, même probable, qu'une partie non négligeable des électeurs de DP de 1976 ait voté en 1979 pour les radicaux (rappelons que toute une aile de ce qui reste de *Lotta continua* a soutenu le PR, alors que d'autres ont soutenu la NSU) et qu'à leur tour les listes d'extrême-gauche de 1979 ont arraché au PCI plus de voix qu'on pourrait le croire sur la base d'un calcul trop simple. Toutefois, il est incontestable qu'une partie des anciens électeurs du PCI, y compris dans des faubourgs ouvriers, ont voté pour le PR : le PCI lui-même l'affirme dans ses premières analyses (*«il y a une proportionnalité assez précise entre notre fléchissement et le progrès radical dans des zones et des villes comme Rome, Turin, Trieste, Cuneo , alors que le phénomène serait moins accentué dans le Sud»*, écrit *«l'Unità»*). Le PSI, quant à lui, ne semble pas avoir profité du recul du PCI, sauf dans des cas peu nombreux et dans des proportions extrêmement modestes (notamment au Sud). Remarquons en passant que le PSI a gagné quelque chose au sud, un peu moins au centre tandis qu'il a perdu au nord.

Les calculs sont encore plus problématiques en ce qui concerne les partis du centre : il s'agit, en tout cas, de quantités négligeables. Par contre, le PCI semble avoir été touché sérieusement par le phénomème de l'abstentionisme et l'augmentation des bulletins blancs ou nuls : les commentateurs sont d'accord là-dessus. Du point de vue des forces sociales, voilà ce qu'écrit *l'Unità* : *«Il est assez fondé de dire que les pertes les plus grandes ont été subies par le PCI dans les quartiers en désagrégation de la banlieue et, en général, dans les zones de dépression sociale. Des pertes sensibles ont été enregistrées également dans les zones de couches moyennes. Substanciellement solide, mais non dépourvu de quelques phénomènes de mobilité, le vote des zones ouvrières; le vote paysan a été consolidé.»*

On appréciera l'euphémisme qui vise à minimiser les pertes ouvrières; mais, en gros, l'analyse semble correspondre à la réalité.

SIGNIFICATION DU RECUL DU PCI

Nous n'avons pas besoin d'insister beaucoup sur le fait que le PCI a payé le prix de la politique menée depuis l'été 1976 dans le cadre de la stratégie plus générale de compromis historique. Désormais, les dirigeants du PCI eux-mêmes doivent reconnaître explicitement ce que nous avions souligné à plusieurs reprises : il est plus facile d'écrire dans les résolutions que le parti est en même temps parti de gouvernement et parti de lutte que de traduire ces intentions dans la pratique quotidienne (voir, par exemple, l'interview d'Occhetto dans *La Republica* du 7 juin). Et, à plus forte raison, lorsqu'on opère dans un contexte de difficultés économiques persistantes et que le gouvernement qu'on soutient applique une ligne d'austérité - et non dans les interprétations sophistiquées et nébuleuses des «berlinguériens», mais très prosaïquement, en réduisant

INDEX DES SIGLES

D.C.	Democratia Cristiana (Démocratie chrétienne)
FDP	Fronte Democratico Popolare (Front démocratique populaire)
MLS	Movimento dei Lavaratori por il Socialisme (Mouvement des Travailleurs pour le Socialisme)
NSU	Nuova Sinistra Unite (Nouvelle gauche unie)
PCI	Partito Comunista Italiano (Parti communiste italien)
PDUP	Partito d'Unite proletaria (Parti d'Unité prolétaire)
P.R.	Partito Radicale (Parti radical)
PSI	Partito Socialisto Italiano (Parti socialiste italien)
UIL	Unione Italiana dei Lavatori (Union italienne des Travailleurs)

«Mouvementiste», ceux qui croient en la simple «spontanéité du mouvement»

«fuoriuscita», signifie littéralement «sortie au-dehors de»

le niveau de vie des masses, directement ou par le biais de l'inflation, et en augmentant le chômage.

En 1975-76, le PCI avait gagné sur tous les terrains. La classe ouvrière lui faisait confiance plus que jamais auparavant. Son influence augmentait dans les couches moyennes; des secteurs de la bourgeoisie elle-même estimaient que le PCI aurait pu jouer un rôle capital pour remettre de l'ordre dans la maison en réduisant la DC à la portion congrue. Les ouvertures tous azimuts de sa politique, de ses élaborations théoriques et de ses proclamations «pluralistes» visaient exactement à obtenir de tels résultats. Mais, au fur et à mesure que sa politique a été soumise à la vérification pratique, un effet boomerang a commencé à se faire sentir: Trois ans après 1976, c'est sur tous les terrains que le PCI est en perte de vitesse.

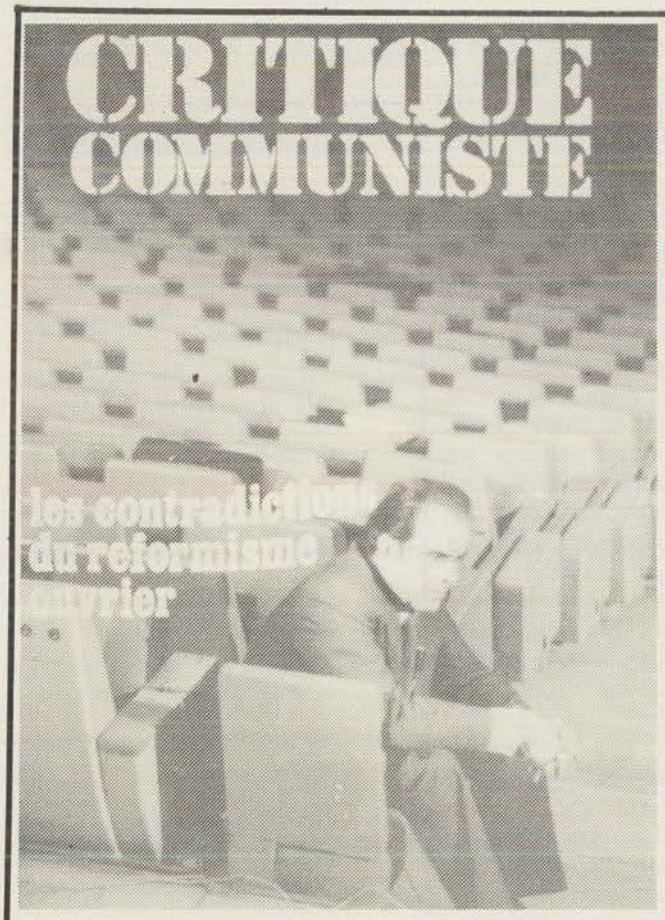
Son recul électoral est le reflet d'un triple phénomène :

1) une crise de confiance de secteurs de la classe ouvrière, y compris dans les citadelles de l'Italie du Nord, où le PCI paie aussi le prix principal des orientations opportunistes des directions syndicales (même s'il n'est pas le seul responsable) et, plus particulièrement, de la façon dont a été ou est menée la campagne actuelle pour la révision des contrats;

2) une crise de confiance encore plus profonde et manifeste de la part de couches de la petite bourgeoisie, de secteurs de l'intelligentsia , et souvent sous des formes encore plus spectaculaires, de couches populaires de l'Italie du Sud (par exemple, dans des métropoles en crise permanente et sans issue, comme Naples ou Palerme);

3) une perte d'influence et de prestige parmi ces secteurs de la bourgeoisie moyenne et d'entrepreneurs, qui avaient flirté avec le PCI, à partir des élections locales de 1975, dans l'espoir que celui-ci tire pour eux les marrons du feu.

Comme nous l'avons déjà dit, la crise a pris des dimensions beaucoup plus importantes parmi les jeunes générations. Les données électorales ne font que confirmer un phénomène qui s'était traduit dans l'incapacité du PCI de gagner d'une façon stable une influence large dans le mouvement étudiant et dans cette faillite de la FGCI comme organisation de masse, que le dernier congrès du Parti avait dû explicitement admettre.



prix 20 F

- Denis Berger
  La forteresse lézardée
  (A propos du XXIIIe Congrès du PCF)
- Alain Brossat
  Coucou, le revoilà : l'Homme
- Roland Lew
  La Chine aujourd'hui, les comptes ne sont pas apurés

Documents

- Salut de la LCR au IIIe Congrès de l'OCT
- Lettre à l'OCT
- Réponse de l'OCT

Débat : « L'emprise du réformisme »

- Antoine Artous et François Ollivier
  A trop vouloir prouver...
- Michel Lequenne
  A propos de l'influence réformiste
- Henri Weber
  Encore une fois sur l'emprise des appareils réformistes
- Pierre Frank
  Le « socialisme réellement existant » était-il historiquement nécessaire ?
- Jean-Pierre Garnier
  Lucien Sfez ou le purgatoire autogéré
  (A propos de « l'Enfer et le Paradis »
- Blandine Barret-Kriegel, Jean-Marie Vincent
  Débat sur « **La formation de la théorie de l'État chez Karl Marx** »

DIFFUSION GALILEE

le numéro 27 de « critique communiste »

vient de paraître

passez vos commandes !

Un changement s'est opéré par ailleurs dans l'état d'esprit, y compris des électeurs qui ont continué à voter pour le PCI (et qui représentent toujours - il ne faut pas l'oublier - une force très grande). En 1975-76, le PCI apparaissait à leurs yeux comme porteur d'une perspective politique nouvelle et son renforcement sensible avait été l'expression d'une radicalisation qui non seulement se poursuivait, mais même s'élargissait et s'approfondissait. Aujourd'hui, on ne saurait dire la même chose : la politique de collaboration nationale a mis à nu le contenu réel de la stratégie de compromis historique; les militants et les électeurs ont subi une déception profonde, leur vote correspond à un choix de classe que beaucoup d'entre eux considèrent comme inévitable, faute d'alternative crédible, mais il n'a plus la même signification et le même potentiel qu'il y a trois ans.

QUELLES PERSPECTIVES ?

La DC, répétons-le, n'a atteint qu'à moitié son but dans la mesure où, au recul du PCI, n'a pas correspondu une avancée de sa part. Toutefois, elle peut mesurer avec une satisfaction légitime le chemin parcouru dans les quatre dernières années.

En 1975, non seulement elle pouvait craindre ce fameux dépassement (en pourcentage de voix) par le PCI, dont la presse italienne a parlé fréquemment, même au cours de la campagne qui vient de se terminer, mais elle était contestée de plus en plus ouvertement par des secteurs très larges et très influents de la classe dominante qui se posaient le problème de se donner un nouvel instrument politique. Aujourd'hui, malgré toutes les critiques, même virulentes, que la grande presse ne cesse de lancer contre le parti dirigeant et ses gouvernements, son rôle irremplaçable n'est absolument pas remis en question et il n'y a eu que des franges dérisoires d'électeurs qui, le 3 juin, ont choisi de se déplacer vers le Parti libéral ou d'autres partis du centre.

Les résultats des élections lui assurent, en tout cas, des conditions plus favorables dans la confrontation avec le PCI. Elle peut dire que le verdict du scrutin confirme son choix de proposer au PCI une collaboration dans le cadre de l'unité nationale, mais sans une participation du PCI lui-même au gouvernement. A moyen terme, peut-être après son congrès, prévu pour l'automne, elle pourra miser sur une collaboration privilégiée avec le Parti socialiste, avec l'apport ou non des petits partis de l'ancien centre-gauche, avec ou sans le soutien extérieur - direct ou indirect - du PCI. En réalité, l'ofensive sur ce terrain a été déclenchée par des déclarations et des entretues de dirigeants démocrages-chrétiens immédiatement après le scrutin.

Or le PSI se trouve dans une position inconfortable. Il n'a pas réussi à gagner une force contractuelle supplémentaire, mais son choix peut tout de même s'avérer décisif. Aussi bien l'ouverture vers la DC avec un retour à la formule gouvernementale des années 60 qu'un alignement à l'opposition à côté du PCI lui créeraient des problèmes sérieux du point de vue de son orientation d'ensemble et de sa situation intérieure. Il est presque inévitable que des conflits sérieux s'ouvrent dans son sein et qu'il traverse encore une fois l'une de ces périodes tourmentées qu'il a connu à plusieurs reprises à partir de sa reconstruction en 1944-45.

Le PCI lui aussi devra faire face à des situations difficiles. Pour la première fois depuis la fin de la guerre, le groupe dirigeant ne peut plus avancer pour défendre sa ligne l'argument apparemment incontestable de l'augmentation constante de son influence. Un débat, y compris au sommet, est inévitable. Déjà au cours des derniers mois, le choix de ne plus soutenir le gouvernement Andreotti avait été critiqué de deux points de vue différents : certains estimaient qu'il aurait dû le faire plus tôt, d'autres soulignaient le danger de précipiter une crise gouvernementale dont l'issue ne pouvait être qu'une nouvelle dissolution anticipée du Parlement. Aujourd'hui et dans la phase qui s'ouvre, il y aura fort probablement une tendance souhaitant une relance du processus de révision politique et idéologique, dans le but de créer des conditions supplémentaires pour une politique d'unité nationale ou de compromis historique de longue

haleine, et une autre plus favorable à un raidissement de la ligne, à une réaffirmation de l'identité du parti, donc à une accentuation de l'orientation esquissée à partir de la fin de l'été 1978 et concrétisée par la sortie de la majorité gouvernementale. Les élections ont donné au PCI une leçon qu'il ne saurait prendre à la légère. Mais cela ne signifie pas que le choix d'un retour à l'opposition pour toute une période soit facile pour lui. Il ne faut pas perdre de vue que s'il maintient le point de vue exprimé même après le scrutin - soit participation au gouvernement de deux partis ouvriers, soit opposition - et si le PSI le suit, on débouchera sur une crise politique extrêmement grave, voire sur une confrontation majeure. Est-ce que les théoriciens du compromis historique qui visait justement à éviter une telle perspective, sont prêts à l'affronter aujourd'hui, avec un rapport de forces qui a évolué, même partiellement, à leur désavantage ? Que feraient-ils surtout face à un éventuel gouvernement DC-PSI faisant sur le papier quelques concessions programmatiques et leur demandant l'appui de l'extérieur ?

Le but de cet article n'est pas de faire un bilan d'ensemble de la dynamique de la situation italienne au cours des trois dernieres années. Nous nous limiterons donc à mettre en garde contre deux appréciations, l'une et l'autre erronées. La première implique une vue pour ainsi dire pessimiste : les élections confirmeraient qu'il y a reflux, que la classe ouvrière est sérieusement affaiblie, que la classe dominante est en train de mener à bien son œuvre de que le rapport de forces, même tion (c'est une opinion assez répandue dans des milieux d'extrême-gauche). Il s'agit d'une appréciation fondamentalement impressioniste qui estompe des données essentielles. Elle voile le fait que le rapport de force, même dans le miroir électoral, n'est pas qualitativement changé, que la DC a subi une usure supplémentaire, que tout gouvernement, dans le contexte actuel, sera faible et précaire, dans la mesure où, au-delà de tout accord programmatique éventuel entre DC et PSI (ou PSI et PCI), tout gouvernement devra s'efforcer d'imposer une politique d'austérité, ouverte ou camouflée, sans la possibilité de réduire le chômage ou de juguler l'inflation, que la classe ouvrière, comme le démontrent aussi les luttes des derniers mois, n'a pas perdu sa combativité et n'est pas disposée à avaler passivement des couleuvres, que les nouvelles formes de la crise de couches petites bourgeoises n'impliquent aucunement une stabilisation politique du régime.

L'erreur symétrique serait d'ignorer ou minimiser certains changements et certaines tendances, qui se sont reflétées aussi sur le terrain électoral et que nous avons indiquées, ne serait-ce que schématiquement, dans notre analyse du scrutin : désarroi et perte de confiance parmi des couches ouvrières, déclin partiel de la force d'attraction de la classe ouvrière et de ses organisations sur d'autres couches exploitées, des couches de la petite-bourgeoisie radicalisée, le mouvement étudiant, crise d'identité politique d'une partie considérable de la jeunesse.

La conscience des difficultés qui découlent et vont découler inévitablement de telles tendances doit inciter les marxistes révolutionnaires à se battre dans les syndicats et les mouvements de masse pour que les combats à l'ordre du jour soient menés sans aucune concession à cet «esprit» d'unité nationale qui sacrifie les intérêts de la classe ouvrière et des autres couches exploitées aux exigences de la restructuration de l'économie capitaliste et de la «normalisation» bourgeoise, et pour faire surgir des luttes cette alternative d'ensemble sans laquelle les luttes partielles se vident, dans une très large mesure, de leur contenu.

«A l'exigence de la relance de l'union nationale, dit la déclaration des GCR, qui, dans l'impossibilité de présenter des candidats, avaient appelé à voter pour toutes les listes du mouvement ouvrier, *s'oppose l'exigence de la victoire des métallurgistes et des autres catégories industrielles pour leurs contrats; l'exigence d'une bataille pour les 35 heures et d'une véritable grève générale qui batte l'arrogance patronale et ne se contente pas d'enregistrer les rapports de forces issus de ces dix années de lutte, mais vise à les transformer sur le terrain du gouvernement et du pouvoir (...)*

Il faut travailler pour que le débat diplomatique sur les formules parlementaires n'affaiblisse pas la force et l'unité du mouvement ouvrier. Pour qu'au contraire, soit réaffirmée au plus haut niveau l'indépendance mouvement syndical face à la bourgeoisie et face aux manœuvres diplomatiques entre celle-ci et les bureaucraties ouvrières. Il faut travailler pour que les militants des partis réformistes, face aux résultats électoraux, se posent le problème d'une perspective différente qui rompe avec les illusions sur l'hypothèse du compromis historique et d'un capitalisme réformable. Aujourd'hui, il faut renforcer ceux qui se sont battus avec clarté pour l'unité du mouve-ouvrier, pour son indépencance, pour l'affirmation de sa force mobilisée contre les patrons et les solutions bourgeoises (...)».

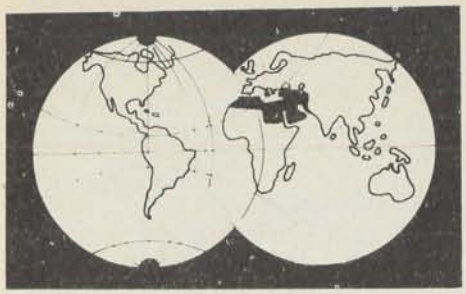
NOTES

1) Nous nous basons sur les chiffres donnés par la presse italienne jusqu'au 6 juin, qui sont susceptibles de quelques modifications.

2) Il est difficile d'apprécier les résultats de 1948, le PCI étant alors unifié avec le PSI dans le Front démocratique populaire. Le mouvement ouvrier dans son ensemble marqua un recul par rapport à 1946 mais ce fut propablement l'électorat du PSI qui a déserté en faveur des socciaux-démocrates et de la DC.

3) «L'Unità» du 6 juin s'est félicitée explicitement du succès relatif du PDUP-MLS - en opposition à la NSU - à Milan et à Bergame.

4) Sur la base des accords établis avant le scrutin, le PDUP aura 4 députés (il en avait 3 parmi les députés de DP en 1976) et le MLS, 2.



Fusion entre deux organisations marxistes-révolutionnaires

Jan VOGT

Du 12 au 16 avril 1979, s'est tenu à Jaffa un Congrès d'unification entre la Ligue communiste révolutionnaire (*Matzpen-Marxiste*), section de la IVe Internationale et le Groupe communiste palestinien. Il s'agit de la première fusion entre 2 organisations anti-sionistes depuis la création de l'Etat d'Israël. Cette fusion a une importance fondamentale pour les révolutionnaires palestiniens et pour tout le monde arabe.

Depuis la création de l'Etat d'Israël et après la disparition de la Ligue des communistes révolutionnaires, organisation marxiste-révolutionnaire qui s'est opposée à la fois à la division de la Palestine et à la création de l'Etat juif au détriment des masses arabes, la gauche israélienne a été dominée par le Parti communiste israélien (*Maki* et ensuite *Rakah*), parti dépendant de la bureaucratie soviétique. En 1962, un groupe de membres juifs a rompu avec le PC israélien sur la base d'une analyse encore insuffisante concernant les tâches pour l'avenir et il commença à éditer un journal, le *«Matzpen»* («La boussole»); à ce noyau central vinrent se joindre deux camarades trotskystes, qui ont pu influencer le groupe dans l'élaboration de conceptions plus claires . Mais le fondement de l'union était la lutte contre le sionisme, contre l'oppression des masses palestiniennes, contre les conquêtes israéliennes de 1967, pour le droit des Palestiniens de retourner sur leurs terres, et pour l'unification socialiste de la zone arabe. Ces positions allaient déclencher la haine au sein de la population juive qui ne pouvait pas accepter un groupe de juifs s'opposant à l'Etat juif et qui défendait en même temps le droit des Palestiniens à rester sur leurs terres en Palestine. Mais l'absence de clarification politique provoqua, en 1970, une scission donnant naissance à 2 groupes, l'*Alliance ouvrière*, lambertiste et *Maavak-Combate*, groupe centriste aujourd'hui disparu.

La division la plus importante se produisit en 1972 au moment où une grande partie de l'organisation demanda son adhésion à la IVe Internationale, avec un programme plus clair et plus cohérent par rapport aux tâches des révolutionnaires juifs et arabes en Israël. La gauche antisioniste fut toujours très critiquée en raison de ses scissions et de la quantité de groupes de gauche. En 1977, un processus de rapprochement s'instaura entre la LCR et le GCP (groupe formé par une partie des lambertistes, alors en pleine crise, en raison de leur attitude sectaire et de leur isolement au niveau international). Ce processus se développa et put s'approfondir au travers de larges débats et dans des actions communes; il aboutit à la publication d'un mensuel commun pendant une période de 5 mois, et le point culminant fut la préparation des textes pour le Congrès.

Actuellement l'Etat sioniste traverse une crise sans précédent, conséquence de sa politique de colonisation et d'oppression du peuple palestinien. Dans ce contexte, les accords conclus avec l'Egypte (rencontres Begin-Sadate), ne font que confirmer le caractère de cette crise, où la solution que propose l'impérialisme doit obligatoirement satisfaire à la fois, les bourgeoisies arabes et l'Etat sioniste. La politique impérialiste ne peut pas conclure une paix durable qui est rejetée par l'ensemble des masses du Moyen-Orient et surtout aujourd'hui après la chute de la dictature sanglante du Shah d'Iran. Le processus révolutionnaire en Iran donna un nouvel élan aux masses et au mouvement révolutionnaire, qui ont compris que la paix et la justice sociale seront conquises par leurs propres luttes et non pas par des accords diplomatiques. Carter, Begin et Sadate ne seront pas

capables de mettre en œuvre une paix durable, leurs intérêts étant de mettre fin à la lutte du peuple palestinien et du mouvement révolutionnaire.

Les textes du Congrès montrent bien jusqu'à quel point il existait une réelle convergence entre les deux organisations sur les tâches à accomplir pour les marxistes-révolutionnaires en Israël. Ces accords sont basés sur l'adhésion au programme et à la tradition de la IVe Internationale et sur le désir de construire un parti léniniste, régi par le centralisme démocratique. Les directions des deux organisations arrivèrent à un accord fondamental sur le caractère contre-révolutionnaire de l'accord Carter-Begin-Sadate.

La LCR (*Matzpen-Marxiste*) - nom de l'organisation unifiée - soutient et est partie prenante de la lutte du peuple palestinien pour le rétablissement de ses droits et pour la libération de la Palestine. La LCR avance la perspective de la construction d'une centrale ouvrière indépendante de l'appareil sioniste et de l'Etat, qui mette en avant une politique de classe et réponde aux intérêts historiques du prolétariat juif, pour son union avec la lutte des masses palestiniennes. L'organisation de la classe ouvrière aura comme premier objectif la défense du niveau de vie des masses, car il a baissé énormement depuis l'instauration de la nouvelle politique économique du gouvernement Begin : l'inflation annuelle est de 88%, alors que la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme américain s'accroît sans cesse; les importations de produits dépassent largement les exportations (les investissements étrangers ont doublé en 1978, 208 milliards de dollars, par rapport aux 103 milliards de dollars en 1977) et la valeur de la lire israélienne a baissé de 22% depuis le début de l'année.

La LCR reconnaît l'importance de la lutte de libération des femmes et impulse la construction d'un mouvement féministe indépendant, ayant comme axe central aujourd'hui les revendications pour le droit à l'avortement et l'obtention de moyens contraceptifs sûrs et à des prix populaires, revendications avancées dans plusieurs pays, notamment lors de la Journée internationale pour l'Avortement, le 31 mars 1979. Cette revendication a une place privilégiée en Israël, d'un côté en raison du rôle coercitif et réactionnaire que jouent les religieux par rapport à la femme, qui est aussi soumise aux intérêts particuliers de l'Etat juif : chaque enfant représente un futur soldat.

La LCR est la première organisation à mettre en avant des revendications démocratiques pour la liberté d'expression; pour l'amélioration des conditions de réclusion des prisonniers politiques palestiniens et juifs; pour la lutte contre les bandes fascistes et contre la colonisation des territoires de Cisjordanie.

Le jour de l'ouverture du Congrès fut marqué par un enthousiasme révolutionnaire, puisqu'y participaient d'autres groupes révolutionnaires antisionistes ainsi qu'un membre du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, et un camarade du Comité central de la Section autrichienne, qui s'adresssa au Congrès. Prirent également la parole les camarades répresentants du groupe *Alliance ouvrière*, du groupe *Abne al Balad* («Les enfants du village») - qui participèrent à la discussion des thèses politiques -, du village arabe d'*Um Al Fahm* (un des plus importants d'Israël), des représentants du Mouvement national progressiste des Etudiants palestiniens de Tel-Aviv et de Jérusalem. Parmi les messages reçus il faut signaler celui de la Section libanaise de la IVe Internationale et celui de l'Union des Communistes syriens - organisation ayant un large accord programmatique avec la LCR, mais pas encore avec la IVe Internationale.

Tous, participants ou non au Congrès, soulignèrent l'importance de l'unification de nos deux organisations communistes comme étant un premier pas vers l'unification de toutes les forces communistes antisionistes de la Palestine.

L'avocate, chargée de la défense des prisonniers politiques, Lea Tzemel, a proposé comme président d'honneur du Congrès les prisonniers politiques et les six étudiants palestiniens qui furent suspendus pendant trois mois de l'Université, pour avoir

manifesté leur solidarité avec l'OLP, raison de leur absence au Congrès. Cette position fut acceptée. Le Congrès salua aussi tous les morts dans la lutte contre l'oppression et, en particulier, les deux jeunes gens qui furent blessés mortellement par les forces criminelles de l'armée israélienne, dans le village de Jaljul en Cisjordanie.

Notre Congrès, qui fut réalisé en pleine période d'effervescence de la révolution iranienne, a décidé aussi de saluer fraternellement les camarades du PST iranien - signalant l'importance du processus révolutionnaire pour tout le monde arabe. Notre organisation, qui en ce moment commence une campagne pour l'achat d'un local central à Tel Aviv, a réussi à collecter plus de 39000 lires (8500 F.) pendant le seul premier soir du Congrès, prouvant ainsi le grand élan révolutionnaire qui nous imprégnait.

Le lendemain, sommet du Congrès, sera marqué par le débat sur les thèses politiques et nos tâches pour l'intervention dans le mouvement de masses. Le camarade du S.U. fit l'introduction, en signalant le caractère de l'actuelle crise internationale du système capitaliste ainsi que la nouvelle offensive de la bourgeoisie pour briser la lutte de la classe ouvrière, qui à l'heure actuelle manque d'une réelle direction marxiste-révolutionnaire au niveau international, capable de diriger sa lutte pour la conquête du pouvoir, la défaite de la bourgeoisie et la construction du socialisme. La IVe Internationale, à travers les diverses fusions réalisées dernièrement au Mexique, en Espagne, en Iran, au Pérou, etc., fait un grand pas en avant vers la construction d'une Internationale de masse.

Les thèses *«L'offensive impérialiste et les perspectives pour la révolution socialiste arabe»* révèlent l'importance de la révolution iranienne au moment où l'impérialisme américain essaye de réaliser des accords sur les dos des masses arabes et surtout aux dépens du peuple palestinien qui se voit bombarder jour et nuit au Liban, au nom *«des vœux sincères d'instauration de la paix»* de M. Begin. Israël étant actuellement le gendarme ferme et puissant de l'impérialisme américain, il lui est sans aucun doute nécessaire d'effectuer un progressif rapprochement avec les bourgeoisies arabes afin de parvenir à une série d'accords capables de stabiliser la région.

La thèse *«Deux années de gouvernement Begin : recrudescence de la crise du sionisme»* met l'accent sur la crise politico-économique et idéologique qui traverse actuellement l'Etat juif. Les Israéliens ne peuvent plus nier l'existence du peuple palestinien et sa résistance; l'idéologie sioniste est incapable d'occulter éternellement les crimes du sionisme, qui n'a jamais réussi à résoudre le *«problème juif»*, mais qui tout au contraire a enfermé le peuple juif dans un ghetto et lui fait supporter des guerres et des conquêtes. D'un autre côté, l'organisation et la mobilisation du peuple palestinien s'accroît chaque jour davantage - de manière indépendante - au sein du propre Etat d'Israël, s'opposant à la politique de conciliation de la part de *Rakah*, vis-à-vis du sionisme et de l'Etat juif et constituant ainsi un champ d'influence pour les idées marxistes-révolutionnaires. Ceci étant, s'il y a des perspectives de luttes conjointes juives-palestiniennes, cela n'empêche nullement qu'une majorité de la population juive suive aveuglement la politique du sionisme et profite des avantages matériels que l'Etat juif lui offre, pour le simple fait d'être d'origine juive.

La thèse *«La lutte pour la libération des femmes et le rôle de la LCR»*, fait une analyse actuelle de la femme juive et palestinienne. Toutes deux sont opprimées mais à des niveaux différents, car la femme arabe vit dans le cadre d'une société primitive et en plus, elle appartient à un peuple opprimé qui lutte pour ses droits nationaux. Cela fait que les caractéristiques des luttes sont distinctes et se situent à des niveaux différents, constituant pour l'instant des formes de luttes séparées. Ces thèses ont une importance particulière puisque c'est la première fois qu'une organisation de gauche en Israël fait une analyse exhaustive sur l'oppression des femmes, ses racines, sa situation actuelle et les solutions à court et à moyen terme.

Les perspectives organisationnelles furent traitées pendant le dernier jour du Congrès. Les participants de plusieurs secteurs d'intervention remarquèrent les réelles possibilités de développement de la LCR ainsi que de la diffusion des idées marxistes-révolutionnaires et antisionistes.

La dernière étape du Congrès fut le vote des documents avec leurs amendements respectifs, démontrant le caractère démocratique des débats et du déroulement du Congrès. En même temps était élu le nouveau Comité central, composé par des membres des deux organisations.

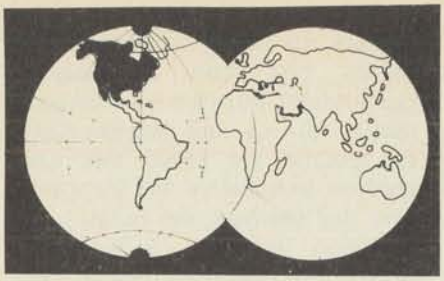
La LCR et la GCP, fusionnées dorénavant en une même organisation -la LCR- posent les bases pour la construction d'un parti communiste révolutionnaire en Palestine, avec un programme marxiste-révolutionnaire, constituant ainsi l'embryon du futur parti qui dirigera les masses opprimées dans leur lutte pour la prise du pouvoir et pour la révolution socialiste.

Les tâches de la LCR sont immenses, et la trajectoire est très difficile. Cette fusion constitue cependant un ferme pas en avant vers la construction du Parti communiste révolutionnaire de la Palestine et de tout le monde arabe.

* VIVE LA LUTTE JUIVE-ARABE POUR UNE PALESTINE UNIFIEE ET SOCIALISTE !

* VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE ARABE !

* VIVE LA IVe INTERNATIONALE, PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE !



Salt II : un cadre pour la course aux armements

David FRANKEL

D'après ses partisans, le traité Salt II sur l'armement, annoncé le 9 mai, est un pas en avant vers la paix.

«Il va freiner la course aux armements nucléaires et diminuer la possibilité d'une guerre nucléaire», a déclaré le secrétaire d'Etat Cyrus Vance.

Le rejet de ce traité, a averti le Président Carter, *«porterait un coup important à la paix dans le monde et la mettrait en question»*.

Mais la vérité est que l'arsenal nucléaire du Pentagone va augmenter grâce au traité proposé. Les accords Salt II servent simplement à couvrir les préparatifs de guerre que Carter réalise actuellement.

Comme cela a été le cas lors des discussions acharnées au sujet du traité du Canal de Panama en 1977, la classe dominante a organisé un débat bidon afin de faire glisser vers la droite le cadre de base des discussions politiques.

D'un côté, il y a les «faucons», qui se plaignent que les accords Salt II vont gêner l'expansion de l'arsenal nucléaire des Etats-Unis. De l'autre côté, les «colombes» insistent pour que le traité Salt II soit approuvé, car il ne s'ingérera en rien dans les fabrications d'armes du Pentagone.

«En quoi leurs critiques considèrent-ils les accords Salt II comme un obstacle ou même une entrave au développement de l'armement américain qu'ils préconisent ?», ont demandé les éditorialistes du *New York Times*, partisans du traité Salt, dans le numéro du 11 mai.

Les travailleurs n'ont pas le moindre intérêt à choisir un camp dans ce débat truqué. Nous devons nous opposer aux accords Salt II et les appeler par leur nom - un volet de la couverture politique pour l'expansion de la machine militaire de la classe dominante US.

DE SALT I A SALT II

Depuis que le traité Salt I a été signé en 1972, les arsenaux nucléaires de l'Union soviétique et des Etats-Unis ont presque doublé. Selon le discours du 5 mars du sénateur Mark Hatfield, le nombre de têtes nucléaires soviétiques est passé de 2100 à 4000, et celui des têtes nucléaires de l'arsenal du Pentagone de 4600 à 9000.

Le même processus se renouvellera sous les accords Salt II. Les reportages des médias capitalistes ont été soigneusement centrés sur les clauses concernant le nombre de lances-missiles. Même si l'on regarde le problème sous cet angle, le nombre de lances-missiles US actuellement en service va augmenter de 2058 à 2250.

Mais ces chiffres passent sous silence l'augmentation du nombre de têtes nucléaires utilisables - c'est-à-dire la force de frappe effective - qui est garanti par le nouveau traité. Les bombardiers US, dont chacun compte pour un lance-missiles, sont maintenant capables de transporter jusqu'à vingt missiles de croisière nucléaires, même s'ils n'ont pas encore été déployés. Le traité Salt permettra aux futurs bombardiers de transporter jusqu'à vingt-huit missiles de croisière.

Chaque nouveau missile MX - une arme pour laquelle le Sénat a voté des crédits de 265 millions de dollars le 3 mai - portera dix têtes nucléaires, et chaque missile Trident II peut porter 14 têtes nucléaires. Chaque tête nucléaire peut être lancée sur une ville différente, et le traité Salt II permet un maximum de plus de 17000 têtes nucléaires pour chaque camp, alors que le Pentagone en possède actuellement 9 à 10000.

Quand il était secrétaire à la Défense, Robert McNamara estimait que 100 armes nucléaires tombant sur les Etats-Unis ou l'Union soviétique tueraient au moins 35 millions de personnes et détruiraient presque les deux-tiers de la capacité industrielle de l'un ou l'autre pays. Et McNamara sous-estimait probablement l'impact réel.

UN CADRE POUR LA COURSE AUX ARMEMENTS

Résumant ses prévisions dans un éditorial intitulé *«Nous soutenons Salt»*, la *New Republic* expliquait le 5 mai :

«Grâce à leurs avantages en sous-marins et en bombardiers, les USA ont actuellement deux fois plus de têtes nucléaires que l'Union soviétique; en 1985, nous en aurons 12000, et l'Union soviétique 8000».

On nous présente donc un *«traité de limitation de l'armement»* dont les partisans prévoient une augmentation de 25% du nombre des armes nucléaires déployées par le Pentagone dans les six années à venir. Si c'est là une limitation de l'armement, qu'est-ce qu'une course aux armements ?

La vérité c'est que le traité Salt II va tout simplement établir un cadre particulier pour la course à l'armement nucléaire. A l'intérieur de ce cadre, il y a le développement du système de missiles MX (qui coûte 40 milliards de dollars), le sous-marin Trident (1,5 milliards de dollars chacun), et le missile de croisière.

Ceux qui acceptent le cadre des accords Salt avancent l'argument fallacieux qu'il est nécessaire de soutenir le traité, car sans lui l'augmentation du budget de l'armement pourrait être encore plus importante.

COMMENT FONCTIONNE LA FRAUDE

Mais le but d'ensemble du débat Salt, du point de vue de la classe dominante, est justement d'essayer de préparer l'opinion publique à de telles augmentations du budget de l'armement, en jouant sur une soi-disant menace soviétique, tout en présentant en même temps Carter comme l'homme de la paix. Cela sera certainement un des thèmes principaux de la campagne électorale en 1980.

Carter, qui a promis de continuer à augmenter le budget militaire d'au moins 3% en dollars réels chaque année, est maintenant en mesure de présenter son nouveau programme d'armement comme une concession nécessaire aux sénateurs «faucons», qui autrement refuseraient de voter pour le traité Salt.

Comme l'a écrit le reporter du *New York Times*, Hedrick Smith, le 10 mai, *«l'administration espère attirer les modérés sceptiques et les conservateurs de son côté en promettant d'étendre les programmes militaires»*.

Richard Burt rapportait le jour suivant que *«certains membres du Congrès prédisent qu'à moins que Carter n'affirme bientôt son soutien au MX, il ne pourra pas obtenir l'approbation du Sénat pour son traité»*.

Kenneth Bacan a carrément expliqué la tactique aux lecteurs du *Wall Street Journal*, dans un article du 12 décembre :

«Même si un pacte sur le contrôle de l'armement est ratifié... le débat a des chances d'avoir comme résultat que beaucoup de gens se sentent moins sûrs de la force des Etats-Unis, soient plus inquiets au sujet des intentions de l'Union soviétique, et, par conséquent, soient plus favorables à l'augmentation des dépenses US pour la défense.»

Une analyse similaire a été faite par Joseph Harsch, dans le *Christian Science Monitor* du 18 janvier. *«Le facteur de limitation de la fabrication des armes américaines ne sera pas le nouveau niveau des accords Salt»*, a déclaré Harsch, *«mais plutôt la limite jusqu'à laquelle le Congrès acceptera de s'engager dans la voie des fusils plutôt que dans celle du beurre»*.

Si les travailleurs voulaient réellement des fusils plutôt que du beurre, toute cette mascarade des accords Salt ne serait pas nécessaire pour la classe dominante. Le gouvernement capitaliste doit enrober son programme militaire en prétendant contrôler l'armement, en raison du désir de paix des travailleurs américains.

Le sentiment anti-guerre, profondément accentué par la guerre du Vietnam, a obligé le gouvernement à retirer les forces US d'Indochine. Il a, depuis, beaucoup limité les possibilités d'intervention militaire de Washington. La popularité des slogans contre les armes nucléaires lors de la manifestation antinucléaire massive du 6 mai a Whashington a montré que ce sentiment est encore très vivant.

LE PROGRAMME DE GUERRE DE CARTER

Depuis qu'il est entré en fonction, en janvier 1977, Carter a eu une politique conséquente - dans les limites qui lui étaient imposées par l'état d'esprit anti-guerre de la classe ouvrière américaine - d'augmentation des dépenses d'armement et d'incitation l'intervention militaire à l'étranger.

Cette politique est le reflet du cours fondamental de l'économie impérialiste qui mène nécessairement à la guerre. Le capitalisme américain est fondé sur la domination de l'économie mondiale et il doit défendre les profits que lui procure cette domination face aux luttes ouvrières et paysannes.

Il n'est pas surprenant que les mesures les plus agressives de Carter aient visé les zones où le système impérialiste est le plus fortement remis en question.

En Afrique, Carter a encouragé et appuyé l'invasion de l'Ethiopie par la Somalie à la mi-1977, puis il a lancé une campagne virulente contre le gouvernement cubain après l'intervention de celui-ci pour aider à repousser l'attaque (soutenue par les impérialistes) contre la révolution éthiopienne. Cartes a répondu en envoyant deux bateaux de guerre US en Mer rouge.

En Indochine, il essaie de renforcer l'encerclement impérialiste du Vietnam. Des armes ont été fournies à la dictature Thaï et à des forces de droite au Kampuchea et Carter a poussé le régime de Pékin à envahir le Vietnam.

En Afghanistan, Washington est engagé dans une opération de déstabilisation destinée à renverser le régime prosoviétique.

Mais les opérations les plus importantes ont eu lieu au Moyen-Orient au début de la révolution iranienne. Il s'agit de :

- l'envoi de nouvelles armes à Israël et à l'Egypte, pour une valeur de 5 milliards de dollars;

- ballons d'essai en vue de l'établissement de bases navales et aériennes US en Israël et en Egypte, et d'un traité qui ouvre la voie à l'installation de bases américaines terrestres au Sinaï;

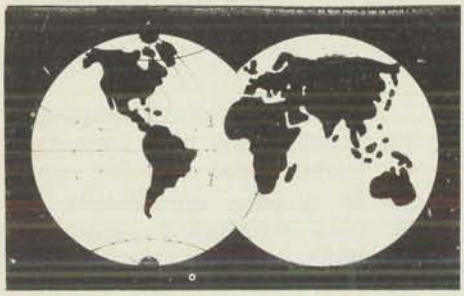
- la fourniture d'armes américaines au Yémen du Nord, pour la somme de 540 millions de dollars, ainsi que de l'envoi d'un certain nombre de «conseillers» américains;

- l'envoi d'une flotte US, comprenant le porte-avion *Constellation*, dans le Golfe d'Aden pendant le conflit entre le Yémen du Nord et celui du Sud, au mois de mars dernier;
- plans pour la création d'une «cinquième flotte» US dans l'Océan indien;
- l'établissement d'une force d'intervention forte de 100 000 hommes au Moyen-Orient.

En même temps que ces opérations, il a fait une sérieuse tentative pour restaurer le service militaire obligatoire. Comme l'a expliqué le journaliste du *New-York Times*, Drew Middleton, spécialiste des questions militaires, la tentative de réinstaurer la conscription est liée à *«la conviction que dans la prochaine décennie, l'armée va être appelée à intervenir et peut-être à combattre pour la défense des intérêts américains hors d'Europe continentale.»*

En d'autres termes, les impérialistes sont tout à fait conscients qu'ils auront à mener de nouvelles guerres dans le style de celle du Vietnam s'ils veulent contenir les mouvements sociaux qui menacent leurs profits.

Carter ne mène pas une politique contradictoire. Le traité Salt II proposé n'est pas une démarche isolée vers la paix dans une politique générale d'agression impérialiste. Au contraire, Salt II fait partie de la politique de guerre de l'impérialisme.



Nucléaire

Une première journée d'action internationale contre le nucléaire

André FROIDEVAUX

D'après les informations recueillies à ce jour, plus de 200 000 personnes ont manifesté contre le nucléaire à la Pentecôte.

Ces manifestations se sont déroulées dans une centaine de lieux différents répartis entre 30 pays du monde entier, dont le Japon, les continents européen et nord-américain, sous des formes diverses allant de la marche au meeting, en passant par l'occupation de sites.

Dans la ville d'Ontario, au Canada, une femme et 4 hommes se sont lancés en parachute sur l'emplacement prévu pour la plus grande centrale nucléaire du monde. A Long Island (New-York), 600 personnes ont été arrêtées ; en Euskadi, une manifestation pacifique de 5 000 personnes s'est terminée par la mort d'une participante, tuée par les balles de la police. En Ecosse, les syndicats se sont joints à une marche de protestation contre un site destiné à l'armement nucléaire à Faslane, près de Glasgow. Des cyclistes allemands ont occupé un pont sur le Rhin, pour protester contre l'interdiction qui leur était faite de pénétrer sur le territoire français. Ils avaient en effet choisi de manifester contre la centrale de Cattenam (Moselle), dans le but de montrer que l'irradiation ne connaît pas de frontière. C'est d'ailleurs pour cette raison que la plupart des lieux de manifestation en Europe ont été choisis près des frontières.

Enfin, à Gasselte, aux Pays-Bas, 30 000 personnes venant pour la plupart de la région, se sont rassemblées pour protester contre les plans du gouvernement qui prévoit d'enterrer les déchets radio-actifs dans les marais salants. En tête de la manifestation, le maire de la ville, dont le conseil municipal a mis sur pied un programme d'économie d'énergie, corollaire indispensable, selon les élus, de la lutte anti-nucléaire.

UN DEBUT PROMETTEUR

Rappelons tout d'abord comment cette mobilisation a pu se

réaliser. Début 1978, la coordination nationale anti-nucléaire suisse avait pris l'initiative d'appeler les différents mouvements anti-nucléaires nationaux et régionaux à une conférence internationale. La participation des pays européens y était représentative des mobilisations dans les différents pays puisque les organisations nationales les plus importantes étaient représentées. Il y a eu également des contacts entre les USA, l'Australie et le Japon.

Au cours de ces deux conférences, il a été proposé de mettre sur pied, par le biais d'une action concrète, un travail commun, permanent et structuré au niveau international, de tout le mouvement anti-nucléaire et de défense de l'environnement. C'est pourquoi des rassemblements ont eu lieu cette année à la Pentecôte et se reproduiront en principe dans les années à venir, comme démonstration de force d'un mouvement existant à l'échelle internationale.

Lors de ces deux rencontres, il a également été possible, sur la base d'expériences déjà riches bien que différenciées, de nombreuses luttes nationales, d'avoir un premier débat sur un axe commun de bataille, tel qu'il se dessine dans les cinq revendications du mouvement. Deux revendications sont venues au premier plan des discussions : sur la répression et sur la publication des plans de sécurité, qui apparaissent comme déterminantes après les affrontements ouverts avec l'Etat bourgeois à Brokdorf, Malville, Gösgen, etc.

L'introduction de la revendication contre l'armement nucléaire est également significative; jusqu'à présent en effet, elle était à peine reprise par le mouvement, bien que les dangers de l'armement nucléaire soient considérables. Il faut avancer cette revendication parallèlement à celles qui concernent l'usage «pacifique» du nucléaire; ces dernières n'en seront alors que plus crédibles.

L'ACTUALITE DE LA LUTTE CONTRE LES CENTRALES NUCLEAIRES

L'accident survenu à la Centrale d'Harrisburg, qui a donné un formidable encouragement au mouvement américain et qui a contribué au succès des rassemblements de la Pentecôte, a démontré de façon flagrante l'acuité et la nécessité historique de la lutte contre les centrales nucléaires pour défendre l'intérêt fondamental des personnes : vivre. Bien que rien ne soit encore joué, il ne fait aucun doute que la bourgeoisie des principaux pays «à énergie nucléaire» est dans une situation difficile; elle se trouve confrontée à des couches de plus en plus larges de la population qui s'opposent à la construction des centrales nucléaires. Ce qui se dessine aujourd'hui, c'est une offensive encore plus grande du mouvement : l'heure semble avoir sonné pour les adversaires du nucléaire.

En Europe, les manifestations de la Pentecôte se sont déroulées comme prévu. Elles ont eu lieu juste avant les élections; au centre des préoccupations se trouvait le problème des déchets radio-actifs, de leur retraitement et de leur élimination. Si elle veut poursuivre son programme nucléaire, la bourgeoisie est contrainte de trouver une «solution», quelqu'elle soit. En RFA, ni la coalition SPD-libéraux, ni la CDU ne veulent prendre la responsabilité de transformer Gorleben en gigantesque poubelle nucléaire pour toute l'Europe de l'Ouest; on peut considérer que c'est un demi-recul de la bourgeoisie. L'autre dépot d'ordures atomiques, La Hague, dans le nord-ouest de la France, connaît de grosses difficultés.

Après le succès des deux référendums organisés en Suisse et en Autriche et qui ont montré une forte opposition au nucléaire, un autre est prévu en Suède, qui pourrait bien donner les mêmes résultats. Aujourd'hui, sont également à l'ordre du jour la lutte contre la prochaine génération de centrales nucléaires, les sur-générateurs, ceux de Malville, de Kalkar...

LA REVENDICATION DU MORATOIRE

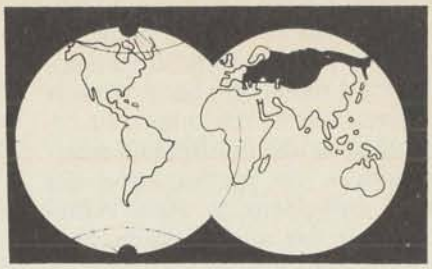
Malgré un rapport de forces favorable aux anti-nucléaires, il faut toutefois se garder de tout triomphalisme. Il aurait fallu - et c'est, ô combien, significatif - des milliers de morts à Harrisburg pour éventuellement contraindre la bourgeoisie à un arrêt complet de l'industrie et de la construction nucléaires. Cependant, presque partout, et même s'il y a des progrès, la participation active du mouvement ouvrier pour la défense des revendications anti-nucléaires fait défaut.

Sans cette participation, la lutte anti-nucléaire ne peut être décisive. Sans elle, la revendication du moratoire ne peut aboutir, car elle passe nécessairement par des débats au sein des syndicats, des partis communiste et socialiste et par l'unité d'action entre les militants anti-nucléaires et le mouvement ouvrier.

Ce n'est pas un hasard si cette revendication n'est pas très développée dans le mouvement, parfois même violemment rejetée. Pour beaucoup d'organisations, le mot d'ordre *«Le nucléaire ? Non, merci»* suffit ; pour elles, le problème du rapport de forces est à peine posé, le mouvement ouvrier n'existe pas C'est une faible consolation, pour cette composante non-politique, voire a-politique, du mouvement, que de condamner l'absence certes injustifiée des directions syndicales et des partis ouvriers et, pire, leur soutien au nucléaire et leur collaboration avec «l'Etat nucléaire». Pour nous marxistes-révolutionnaires, l'explication du mot d'ordre de moratoire et l'action simultanée dans les syndicats doit être l'occasion de convaincre les nouvelles générations qui viennent à la politique par la lutte anti-nucléaire et pour la défense de l'environnement, du rôle historique et stratégique de la classe ouvrière.

LA CONFERENCE INTERNATIONALE

Elle aura lieu à Bâle les 30 juin et 1er juillet. Une participation importante est attendue, notamment des autres continents, grâce aux efforts de coordination qui ont commencé à être faits. En plus du bilan de la Pentecôte et de la préparation des prochaines journées dans les années à venir, seront à l'ordre du jour les grandes manifestations européennes prévues à l'automne contre les poubelles de Gorleben et de La Hague, ou à Bonn et Paris, ou encore à Bruxelles.



Les dirigeants de la Charte 77 emprisonnés

Oliver MAC DONALD

Le mardi 29 mai, à 5 heures du matin, la police politique tchèque a arrêté les principaux dirigeants du Mouvement pour la défense des droits de l'homme, la Charte 77. Le jour suivant, deux des trois porte-parole officiels de la Charte, ainsi que le responsable du bulletin d'information de la Charte et l'un des dirigeants du mouvement culturel tchèque clandestin, partie prenante de la Charte, furent accusés de subversion.

Certaines des accusations les plus graves ont été portées contre le responsable du bulletin d'information, Piotr Uhl. Il a été inculpé en vertu de l'alinea 2 de l'Article 98 du Code pénal, qui prévoit une peine de prison de 3 ans minimum et de 10 ans maximum. Ayant déjà été emprisonné pour délit politique, Piotr Uhl risque automatiquement la peine d'emprisonnement la plus lourde s'il est maintenant condamné.

Uhl, marxiste-révolutionnaire, est l'un des théoriciens du mouvement de la Charte 77. Peu avant son arrestation, il terminait l'un des chapitres que les militants de la Charte avaient rédigé pour un livre à paraître sur le mouvement des droits de l'homme et qui doit être publié par le mouvement oppositionnel polonais, le KSS-KOR. Il a aussi été, au sein de la Charte, l'un des animateurs de ce courant qui pense que le mouvement doit s'organiser avec plus de rigueur afin de pouvoir résister à l'implacable répression mise en œuvre par le régime d'Husak. Il est l'un des principaux auteurs du documents n. 7 de la Charte, sur les droits des ouvriers en Tchécoslovaquie et est le co-auteur du dernier document de la Charte concernant les problèmes économiques auxquels sont confrontées les classes laborieuses en Tchécoslovaquie.

Piotr Uhl est devenu trotskyste dans le courant des années 60 et, bien que n'ayant jamais appartenu à la IVe Internationale, a toujours été un opposant intransigeant au stalinisme et à l'impérialisme. En 1968, il fut l'un des principaux fondateurs et l'un des dirigeants du Mouvement de la Jeunesse révolutionnaire qui joua un rôle considérable dans la résistance à l'opposition soviétique. Arrêté avec d'autres membres de l'opposition en décembre 1968, Uhl fut emprisonné pour ses activités politiques. En 1973, il organisa la première manifestation publique qui eut lieu dans le pays pour protester contre la contre-révolution bureaucratique menée par Husak, au cours de l'automne 1969 : une manifestation de solidarité avec la lutte de la classe ouvrière au Chili contre la junte militaire, qui dénonçait en même temps l'hypocrisie de l'Association des Juristes tchèques qui s'était contentée de protester mollement contre la violation des droits de l'homme au Chili. Plus récemment, en 1977, Piotr Uhl s'éleva avec d'autres contre les interdictions professionnelles en Allemagne de l'Ouest. Depuis l'automne 77, il était l'objet d'une surveillance permanente de la part de la police tchèque. Comme les trois autres membres de la Charte accusés de subversion, Piotr Uhl était, depuis sa création au printemps 1978, membre du Comité de Défense des Personnes injustement poursuivies (mouvement connu sous le sigle de VONS). Sa femme, Anna Sabatova, dont le père purge actuellement une peine de prison de deux ans, en raison de ses activités de porte-parole de la Charte, est aussi un membre du VONS. Si son mari est condamné, Madame Sabatova, qui a deux jeunes enfants, devra faire face à des difficultés économiques considérables.

Les sept autres membres de la Charte accusés de subversion encourent des peines moins lourdes, mais risquent de sérieuses condamnations puisqu'ils tombent sous le coup de l'alinea 1 de l'article 98, une clause qui prévoit des peines d'une à cinq années de prison. L'un d'eux. Jiri Dienstbier, devint l'un des porte-parole de la Charte après l'arrestation de Jaroslav Sabata au début de l'année. Dienstbier était un nom très familier en Tchécoslovaquie au moment du Printemps de Praque alors qu'il était journaliste politique de Radio-Prague. Envoyé à Washington comme correspondant officiel après l'invasion, Jiri Dienstbier fut par la suite rappelé à Prague, puis expulsé du Parti communiste et licencié de son emploi. Il défend les positions des dirigeants de l'ancien parti de Dubchek au sein de la Charte. Parmi les autres personnes arrêtées, se trouve le Docteur Vaclav Benda, célèvre philosophe chrétien, qui fut aussi

secrétaire du VONS. Le 4ème accusé est Dana Nemcova, une personnalité importante du mouvement culturel clandestin dont les membres ont constitué un élément important de la Charte 77 depuis la fondation.

Selon le *Morning Star* du 4 juin, quatre autres membres de la Charte et du VONS ont aussi été inculpés de subversion. L'un d'eux est Vaclav Havel, auteur dramatique tchèque mondialement connu. Havel a été une personnalité du monde intellectuel de premier plan pendant le Printemps de Prague. Il fut signataire du «Manifeste en 10 points», publié lors du premier anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie, dernière manifestation ouverte de l'opposition à l'occupation soviétique du pays. Personnalité très active au sein de la Charte et l'un de ses principaux porte-parole, Havel a été emprisonné de janvier à avril 1977 et fut condamné à 18 mois de prison avec sursis en octobre 77 pour ses activités politiques. Cette condamnation s'ajoutera automatiquement à toutes celles qui pourront être prononcées contre lui maintenant. En dépit du fait qu'il était assigné à résidence, Havel avait courageusement assuré les fonctions de porte-parole temporaire entre l'arrestation de Jaroslav Sabata en octobre dernier et l'entrée en fonction de nouveaux porte-parole en février de cette année.

Les autres personnes sont Jiri Nemec, Otta Bednarova et Jarmila Belikova qui sont aussi membres du VONS. Selon le seul porte-parole qui ne soit pas emprisonné, d'autres personnes dont les noms ne sont pas encore connus ont été appréhendées par la police.

Le régime d'Husak avait répété qu'il ne prendrait aucune mesure répressive contre la Charte 77 et qu'il limiterait son opposition à des mesures purement «politiques». L'assurance la récente en avait été donnée par Husak au Président autrichien, lors de la visite de ce dernier en Tchécoslovaquie au printemps. Mais de telles déclarations ne sont qu'opérations de relations publiques destinées aux media occidentales. En réalité, plus de 40 signataires de la Charte 77 sont en ce moment en prison, et ce, depuis la fin de la Conférence de Révision des accords d'Helsinki qui s'était tenue à Belgrade l'année dernière. Le régime a constamment renforcé sa pression sur le mouvement, montrant par tous les moyens qu'il voulait le briser.

La première phase de cette opération implique l'arrestation et l'emprisonnement des militants de la Charte, dont certains sont très jeunes et presques inconnus et de militants vivant hors de la région de Prague. Un autre niveau a été atteint avec l'arrestation de Jaroslav Sabata en octobre dernier. Sabata, ancien dirigeant du Parti communiste, était l'un des porte-parole les plus efficaces de la Charte et le régime, voyant loin devant lui, l'accusa non pas de subversion, mais d'un délit apparemment mineur, «d'insulte à agent». Sur cette base, il put condamner Sabata à neuf mois de prison et ensuite prononcer une peine de 18 mois avec sursis pour avoir participé à la rédaction et à la diffusion de tracts en 1971. La mesure suivante fut d'expulser le courageux avocat du Mouvement, Josef Danicz, de l'Association officielle des Juristes tchèques. Cette mesure laisse à Husak la voie libre pour commencer à Prague un procès politique préparé de main de maître. La phase suivante fut l'arrestation de Piotr Uhl et des autres dirigeants du mouvement dans la capitale tchèque.

Le fait que cette opération ait été préparée de longue date et avec le plus grand soin est démontré aussi par deux autres aspects des arrestations. Tout d'abord le choix du moment où elles ont été opérées : l'annonce des inculpations fur rendue publique la veille de l'arrivée du Pape en Pologne. Ainsi que Z. Taminovna, le seul porte-parole de la Charte non arrêté, l'indiqua dans un communiqué du 31 mai, l'opération avait lancée au moment où les media des pays occidentaux auraient les yeux tournés ailleurs et où les correspondants en Europe de l'Est des journaux étaient tous à Varsovie. Le second aspect qu'il est important de noter est le fait que les militants arrêtés étaient tous membres du VONS. Il est certain que le VONS est une écharde douloureuse pour la direction du Parti. Les règles édictées par le Kremlin aux régimes d'Europe de l'Est exigent la répression de toute opposition interne et stipulent que chaque fois que c'est possible la loi doit être appliquée au pied de la lettre. Cela permet à la bureaucratie stalinienne de répondre aux protestations venant de l'Ouest contre la répression, en prétendant que les oppositionnels essaient de renverser les lois de l'Etat et que, par conséquent, ceux qui les soutiennent s'immiscent dans les affaires intérieures des pays d'Europe de l'Est. De tels arguments, bien entendu, n'auraient aucun poids auprès de vrais socialistes à l'Ouest, pour qui la loi établie n'a jamais été un totem intouchable, mais ils ont une résonnance auprès des bureaucrates du mouvement ouvrier et des cercles bourgeois. Les actions du VONS, cependant ont démonté cette machination en produisant des preuves détaillées des violations systématiques de la loi au cours des procès faits aux opposants politiques au régime.

UN COUP MONTE

Mais la concentration des coups sur les membres du VONS peut avoir une autre signification : ce que les services de relations publiques officiels diront aux correspondants de presse étrangers, c'est qu'ils tiennent leurs promesses, souvent répétées, de ne pas utiliser de «mesures administratives» contre la Charte. Bien au contraire, ils ne font que s'attaquer à une organisation qui est tout à fait indépendante de la Charte, le VONS. Ce type d'argument ne trompera personne en Tchécoslovaquie et ne diminera pas l'effet d'intimidation produit par les arrestations au sein de ceux qui soutiennent la Charte, mais il fournira un prétexte à ceux qui, à l'Ouest, souhaitent oublier leurs courageu-

ses déclarations de soutien à la Charte lorsqu'elle apparut en 1977.

Le contexte international a beaucoup changé depuis les premiers temps de la Charte 77. Pendant les premiers mois de 1977, dans la foulée de la Conférence de Révision des Accords d'Helsinki à Belgrade et au moment le plus fort de l'offensive de Carter en faveur des droits de l'homme, de nombreuses secteurs de la bourgeoisie à l'Ouest s'efforcèrent de se servir le plus largement possible des mouvements pour la défense des droits de l'homme en Europe de l'Est afin de gagner la neutralité de la bureaucratie soviétique dans des champs d'activité qui n'avaient rien à voir avec les droits politiques de la classe ouvrière dans le bloc soviétique. C'était aussi le moment où des partis, comme le Parti communiste français, voulaient élargir leur champ électoral en prenant leurs distances par rapport à la répression en Europe de l'Est. Il en résulta un chœur de protestations apportant un soutien à la Charte 77 de la part de tous les partis sociaux démocrates et des 13 partis communistes du monde capitaliste. De même, un grand nombre de gouvernements occidentaux s'élevèrent contre les persécutions frappant les membres de la Charte.

Mais aujourd'hui la Conférence de Belgrade n'est plus à l'ordre du jour; l'image de Carter, champion des droits de l'homme, s'estompe de plus en plus; l'administration américaine désire créer le «climat adéquat» pour la signature des accords Salt II lors du sommet Carter-Brejnev à Vienne ce mois-ci et le Parti communiste français est en train de prendre du recul et apporte à nouveau son soutien aux régimes staliniens d'Europe de l'Est.

Un article paru dans l'*International Herald Tribune*, en est un signe révélateur. En février, le principal correspondant du *New-York Times* en Europe de l'Est écrivait que le mouvement de la Charte était tombé aux mains d'extrémistes trotskystes et maoïstes et suggérait qu'il n'était plus nécessaires de le prendre au sérieux. Cet article fut généreusement reproduit dans le quotidien du Parti communiste, *Rude Pravo*, pour l'édification de ses lecteurs - partant probablement de la théorie que n'importe qui était en droit de mettre en doute la parole de la presse tchèque, mais on ne pouvait manquer de croire ce qu'affirmait cette source inestimable d'informations sur la vie politique tchèque, le correspondant à Belgrade d'un quotidien new-yorkais.

NECESSITE D'UNE CAMPAGNE DE MASSE

Le mouvement de la Charte a en effet beaucoup changé pendant ses deux années et demies d'existence. Tout d'abord, ce fut un groupe informel, sans structure, regroupant les signataires d'un court texte qui a donné son nom au mouvement. Quelques-uns des signataires, et particulièrement un certain nombre de ceux qui avaient été les premiers dirigeants du Parti communiste au moment du Printemps de Prague, souhaitaient que la Charte se maintienne à ce niveau, sans structures et entièrement a-politique. Ils ont eu tendance à se désinvestir de toute activité au sein du Mouvement, bien qu'à l'occasion, ils aient rédigé des textes pour réclamer une diminution des activités et un rejet du *«radicalisme»*. Mais le courant principal du mouvement a répondu en disant que ce n'était qu'en renforçant l'organisation du mouvement et en développant ses racines dans la société tchèque que la Charte pouvait survivre et agir comme une force réelle du Tchécoslovaquie. Les défenseurs de cette position ont gagné et le centre de gravité du mouvement s'est déplacé vers des couches plus jeunes, dont beaucoup étaient encore trop jeunes pour avoir été impliqués dans les événements de 1968 et 1969. Toutes sortes d'activités nouvelles se sont développées à l'intérieur et autour du Mouvement de la Charte. Des journaux sont apparus, sur des thèmes aussi larges et divers que les affaires économiques, les affaires internationales, les événements en Pologne, la théorie politique, la poésie et la littérature non censurées. Les documents de la Charte ont changé d'orientation et alors qu'au début ils traitaient surtout des principes généraux de la défense des droits de l'homme et des droits démocratiques, ils publient maintenant des articles sur des sujets plus concrets et intéressants un public plus large, tels que les scandaleux manques de sécurité pour ce qui concerne le nucléaire en Tchécoslovaquie, le refus systématique de reconnaître les droits de la communauté roumaine en Tchécoslovaquie qui représente 2% de la population, et plus récemment une analyse détaillée des problèmes économiques auxquels sont confrontées les familles ouvrières dans le domaine de la consommation. A l'initiative de Jaroslav Sabata et d'autres dirigeants de la Charte, des liens ont été tissés avec l'opposition en Pologne, le KSS-KOR.

Le développement de ces activités présente pour le régime le danger que la Charte s'ancre suffisamment dans la société tchèque et soit alors indestructible. Dans un contexte de difficultés économiques sans cesse grandissantes et de tentatives pour diminuer le niveau de vie de la classe ouvrière, le régime ressent clairement le besoin de réagir avec vigueur pour briser le mouvement. Il met à profit ce qu'il considère comme un moment particulièrement favorable sur le plan international pour frapper dur le mouvement à la tête. Dans les prochaines semaines, l'engagement de la gauche du monde capitaliste dans la lutte pour les droits politiques fondamentaux sera mis à l'épreuve d'une manière aiguë. La responsabilité internationale du mouvement ouvrier et démocratique est engagée à l'égard des frères et sœurs d'Europe de l'Est. Un axe central d'action s'impose aujourd'hui à tous : une campagne de masse pour défendre les militants de la Charte accusés de subversion.

Hong Kong :

le gouvernement colonial emprisonne des militants révolutionnaires

Hong-Kong, le 4 avril, journée anniversaire de la manifestation de la place Tien An Men à Pékin, qui ouvrit, voilà 3 ans, une nouvelle période de luttes anti-bureaucratique en Chine. Une cinquantaine de personnes se sont réunies devant le siège de l'agence de presse Chine-nouvelle, pour protester contre une récente vague de répression qui frappe les «dissidents». Elles répondaient ainsi à l'appel de la RML (*Revolutionnary Marxist League* - Ligne marxiste révolutionnaire), organisation trotskyste à Hong-Kong.

Le 22 avril, une nouvelle manifestation se prépare. Des militants se réunissent dans un parc de la ville. La police intervient et procède à des arrestations. 7 militants de la IVe Internationale, membres de la RML, sont inculpés pour «rassemblement illégal» sur la base de photographies prises lors de la manifestation du 4 avril. 3 des 7 militants inculpés ont été condamnés à des peines de un mois de prison avec sursis; les 4 autres, à des peines fermes allant de un à trois mois de prison. Il s'agit pour ces derniers de :

Chan Chun Wah (3 mois)
Wong Chun Ching (3 mois)
Hou Man Wan (2 mois)
Leung Kwong Hung (1 mois)

C'est la première fois depuis 1967 que le chef d'accusation de «rassemblement illégal» a été utilisé à Hong-Kong pour condamner des prévenus. C'est dire l'importance accordée par l'administration coloniale britannique de la ville de Hong-Kong à la répression des activités de solidarité avec les luttes anti-bureaucratiques en Chine. Le gouvernement colonial s'affirme prêt à tout pour enrayer le développement de tels mouvements. Or, ces mesures répressives font suite à un voyage officiel du gouverneur de Hong-Kong à Pékin et il est à craindre qu'elles n'aient été décidées de concert avec les autorités chinoises.

S'ils le peuvent, nos camarades emprisonnés feront appel de la sentence injuste qui les frappe. Ils doivent recevoir un soutien actif de tous. Il faut en effet que l'administration coloniale de Hong-Kong - et le gouvernement britannique - sachent qu'ils ne peuvent impunément s'attaquer à ceux qui se mobilisent en solidarité avec le combat pour la démocratie socialiste en Chine. Des lettres et télégrammes de protestation peuvent être envoyés au gouverneur de Hong-Kong, avec copies à la *Revclutionnary Marxist League, 9 Bailey Street, 7th Fl*

Canada

Bipolarisation nationale et radicalisation ouvrière

Judy REBICK

Après seize années au pouvoir, le gouvernement de Pierre Elliot Trudeau a perdu les élections canadiennes du 22 mai. La défaite du gouvernement bourgeois le plus stable du monde est, à la fois le reflet de la crise internationale du capitalisme et celui de la crise profonde de l'Etat canadien lui-même, face à la montée du mouvement nationaliste québécois.

Le trait le plus marquant de ces élections a été la polarisation nationale. Les tendances exprimées par les votes ont été complètement inverses dans les deux nations. Le soutien au Parti libéral de Trudeau a augmenté de près de 10% au Québec, par rapport aux dernières élections, en 1974. Le Parti conservateur, parti d'opposition bourgeoise, a perdu 8% du total des suffrages, ce qui fait qu'il a eu moins de 20% des voix québécoises. Dans le Canada anglais,

les Libéraux ont perdu du terrain et les Conservateurs ont progressé. Dans l'ouest du Canada, par exemple, les Libéraux ont obtenu à peine 20% des voix. Le *New Democratic Party* Nouveau Parti Démocratique), qui est lié au mouvement syndical dans le Canada anglais, a également progressé de façon importante au Canada anglais, mais a perdu des appuis au Québec, où il est descendu à 5% des suffrages seulement.

Bien que l'ensemble des voix du NDP ne soit passé que de 15% à 18%, son progrès dans la plupart des régions du Canada anglais a été tout à fait significatif. Le NDP est maintenant, pour la première fois, une force politique importante dans la région maritime. Ceci résulte de l'augmentation importante de la combativité de la classe ouvrière dans cette région. Le progrès du NDP a été presqu'aussi remarquable, au niveau du vote, dans les provinces de l'ouest, où son nombre de sièges au Parlement a doublé.

Aujourd'hui, la classe dominante canadienne doit faire face à un référendum sur l'indépendance du Québec et à une radicalisation croissante de la classe ouvrière, avec un gouvernement faible et minoritaire, qui n'a aucune crédibilité au Québec et qui n'est que très peu lié au mouvement ouvrier dans le Canada anglais.

Le quotidien bourgeois le plus important, le *Globe and Mail*, a apporté au dirigeant conservateur Joe Clark *«ses félicitations... et ses prières !»* Il déclarait que *«la tâche la plus difficile et la plus importante à laquelle Joe Clark devra faire face est celle de gagner le Québec»*, ce qui est un euphémisme et signifie le besoin d'écraser le mouvement pour l'indépendance.

Alan Blakeney, responsable provincial du NDP, n'était pas convaincu que les prières étaient suffisantes. Il argumentait en faveur d'un gouvernement de coalition libéral-conservateur, avec une forte base politique à la fois au Canada anglais et au Québec, afin de battre le Parti québecois dans le référendum à venir.

En fait, les difficultés auxquelles le gouvernement Clark doit faire face sont beaucoup plus importantes que ce qu'aucun des commentateurs n'était préparé à admettre. Les élections n'ont pas eu seulement pour résultat l'aggravation de la crise de la Confédération, elles ont aussi reflété, de façon déformée, un approfondissement des divisions de classe dans le pays.

POURQUOI LA DEFAITE DE TRUDEAU ?

En 1974, Trudeau a obtenu la victoire, avec une large majorité parlementaire, sur la base de l'opposition au contrôle des salaires. Un an plus tard, heurté de plein fouet par la crise économique internationale, son gouvernement a mis en œuvre une politique de contrôle des salaires pour trois ans.

La riposte du mouvement ouvrier a d'abord été très forte. Le 14 octobre 1976, une journée de grève nationale sans précédant a été organisée pour protester contre ce contrôle. Le 14 octobre suivant, la bureaucratie syndicale a réussi à démobiliser le mouvement ouvrier en lui proposant une consultation tripartite entre le gouvernement, les syndicats et le patronat, pour résoudre la crise économique et donner aux travailleurs *«plus de poids»* dans la politique nationale. Mais cette politique, dont le caractère de collaboration de classe était flagrant, a engendré une opposition significative dans le mouvement ouvrier, dirigée par les ouvriers des postes qui luttaient pour une politique de résistance active aux attaques du gouvernement.

Le contrôle des salaires, tout en abaissant les salaires réels de la classe ouvrière pour la première fois depuis des dizaines d'années, n'a pas atteint le but qu'il s'était fixé : affaiblir le mouvement syndical. Dès que le contrôle a été levé, les luttes ouvrières ont recommencé, avec d'importantes grèves des travailleurs des postes et des mineurs. Le contrôle, bien sûr, n'a pas diminué l'inflation, mais a augmenté le chômage. Depuis les élections de 1974, l'inflation et le chômage se sont accrus et, par conséquent la popularité de Trudeau a baissé.

Trudeau n'a pas eu beaucoup de succès non plus dans sa promesse de *«garder un Canada unifié»*. Le 16 novembre 1976, le Parti québecois, parti nationaliste bourgeois, est parvenu au pouvoir au Québec par une victoire surprenante qui a montré la profondeur de la conscience indépendantiste des Québécois.

L'augmentation du soutien aux Libéraux du Québec peut d'abord être expliquée par un vote contre Clark. Pendant les élections, Clark a fait activement campagne contre le droit du Québec à l'autodétermination. *«Nous ne permettrons jamais»*, a-t-il, *«au Québec de voter pour sortir de la Confédération»*. Trudeau, bien qu'il ait la

même position, a joué sur la maladresse de Clark et sur la faiblesse des Conservateurs au Québec en appelant à une *«forte voix en faveur du Québec à Ottawa»*. Comme les indépendantistes québecois, qui considèrent Clark comme une menace plus importante pour leurs droits que Trudeau, tous les fédéralistes du Québec, y compris l'importante population anglophone de Montréal, ont voté pour les Libéraux, les considérant comme les meilleurs défenseurs de la Confédération.

LA FAIBLESSE DU DEFI OUVRIER

Le soutien du NPD à un gouvernement fédéral fort et son opposition au droit du Québec à l'auto-détermination ont eu comme résultat une marginalisation encore plus grande du Québec. Depuis 1965, date à laquelle le NDP obtenait 12% des voix au Québec, il a souffert d'un déclin presque continuel de son soutien populaire . En raison de sa faiblesse au le NDP ne peut opposer un défi sérieux aux partis bourgeois au niveau fédéral, et cela se traduit à son tour par la faiblesse des voix qu'il obtient, même au Canada anglais. Bien qu'il ait été au gouvernement dans plusieurs provinces, il n'a jamais eu plus de 20% des suffrages lors des élections fédérales.

Les directions syndicales québécoises, plutôt que d'essayer de construire un parti de la classe ouvrière qui pourrait défier le Parti québécois, les Libéraux et les Conservateurs, continuent leur collaboration avec le Parti québécois. Pendant les élections, deux des trois fédérations les plus importantes ont simplement appelé à voter contre Trudeau. La troisième, avec réticence, a appelé à voter pour le NDP. Les travailleurs québécois n'avaient donc pas d'alternative lors des élections, et ils ont voté pour Trudeau, le considérant comme le moindre mal, ou se sont abstenus. Rien ne montre plus clairement la nécessité centrale du combat pour un parti ouvrier qui lutte pour l'indépendance et le socialisme, et pour une coalition avec les travailleurs canadiens anglais sur la base de la défense du droit du Québec à l'auto-détermination.

La faiblesse d'une alternative ouvrière au niveau fédéral montre de façon dramatique l'importance centrale de la lutte pour l'auto-détermination du Québec au sein du mouvement ouvrier au Canada anglais. Au moment où le gouvernement Clark accentue son offensive d'*«unité nationale»* pour le référendum, cette tâche va devenir de plus en plus centrale pour construire l'unité entre la classe ouvrière du Canada anglais et celle du Québec.

LE MOUVEMENT OUVRIER MENE LA LUTTE AU CANADA ANGLAIS

En dépit de l'échec du mouvement ouvrier à présenter un défi aux partis bourgeois, des succès importants ont été obtenus lors de ces élections. Le *Canadian Labor Congress* (CLC-Congrès Canadien du Travail) a fait une campagne active pour amener les ouvriers à voter NDP. Dans quelques régions comme la Colombie - une province de l'Ouest - et le Newfoundland, dans l'est, des rassemblements ouvriers ont été réalisés, et la campagne du CLC pour soutenir le NDP a été reliée aux luttes ouvrières. Mais dans la plupart des régions, les directions du CLC et du NDP ont refusé de relier leur campagne aux luttes actuelles du mouvement ouvrier. Au lieu de cela, ils ont mené une campagne en bon ordre pour Madison Avenue, mettant en avant une politique qui avait pour objectif de renforcer le capitalisme canadien et son Etat. Le but de cette campagne était d'accentuer la collaboration du CLC avec le gouvernement fédéral, grâce à la pression du NDP qui tiendrait la balance du pouvoir au Parlement. Mais les Conservateurs peuvent gouverner sans le soutien du NDP. La capacité de la bureaucratie à prévenir des confrontations importantes entre le gouvernement et les syndicats a donc été considérablement réduite.

Le mouvement syndical doit maintenant faire face à un gouvernement qui s'est engagé à des restrictions encore plus grandes des services sociaux et à une ligne dure contre les syndicats et contre le Québec. Les partisans mêmes de Clark se demandent s'il pourra tenir ses engagements. Il est à la tête d'un gouvernement minoritaire, qui a eu moins de voix que les Libéraux, qui a été totalement rejeté par les Québécois, est considéré au Québec comme un gouvernement anglophone anti-Québec, et qui doit faire face à une montée de la combativité de la classe ouvrière dans les deux nations, reflétée en partie par le succès de la campagne NDP-CLC dans le Westland et dans la région maritime.

Les choix de Lopez Portillo

Manuel Aguilar MORA

Les élections pour le renouvellement de la Chambre des Députés, qui auront lieu au mois de juillet au Mexique, ont une importance particulière. Ce sont, en fait, les premières élections fédérales prenant place dans le cadre de la soi-disant *«réforme politique»* du Président Lopez Portillo, alors que le pays traverse une période de plein redressement économique, conséquence de l'exploitation intensive des gisements pétroliers qui viennent d'être découverts.

Ces caractéristiques font de ces élections un enjeu différent par rapport aux pratiques électorales précédentes, ayant lieu tous les trois ans avec le même objectif, c'est-à-dire, le renouvellement de la Chambre des Députés avec la seule participation des partis *«officiels»* - ceux reconnus comme légaux par le gouvernement et son parti, le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel - *Partido revolucionario institucional*).

Dans le cadre actuel de la *«réforme politique»*, la force électorale de la gauche mexicaine - illégale et clandestine pendant des décennies - se fera sentir. La légalisation du Parti communiste et du Parti socialiste des travailleurs l'indique; tout comme la légalisation, bien que de manière indirecte, du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT - *Partido Revolucionario de los Trabajadores*), section mexicaine de la IVe Internationale. Bien qu'il n'ait que le statut d'*«association politique»* (1), c'est un niveau intermédiaire entre l'illégalité absolue et la légalité complète.

La situation politique que vit le Mexique devient chaque jour plus contradictoire au moment où débute un essor économique de grande ampleur, et que la physionomie économique et sociale du pays commence à changer. En effet, le processus de *«réforme politique»*, surtout à partir de la moitié de l'année dernière, s'articule avec un net redressement économique que Lopez Portillo a réussi à effectuer en misant tout sur la question pétrolière.

En 1978, la croissance économique a dépassé 6%, et cette année on arriverait à un taux de 7%. Tout confirme qu'en 1980, dans un monde capitaliste atteint par la récession économique généralisée, l'économie mexicaine pourra connaître une tendance un peu différente. Cette situation a provoqué l'intérêt croissant des impérialistes, qui se sont précipités afin de signer des contrats et d'effectuer des investissements. Le gouvernement estime que les investissements étrangers vont s'accroître cette année d'environ 70%, et qu'en 1982, ils atteindront 1500 millions de dollars. Le *Financial Times* du 5 juin 1979 ajoute qu'il existe 260 projets d'investissements étrangers à l'étude dans les ministères étrangers.

Sur le plan financier aussi, l'économie mexicaine s'intègre davantage, après chaque nouvelle découverte pétrolière, au système international du capital impérialiste. L'*«affaire du pétrole»* fournit au gouvernement mexicain un nouveau pouvoir d'attraction pour les organismes de crédit, disposés à offrir leurs capitaux. La PEMEX (*Petroleos Mexicanos* - compagnie étatique pétrolière) obtient, l'une après l'autre, des ouvertures de crédits sur les principaux marchés européens et nord-américains. Les banques japonaises sont elles aussi très actives. Fait significatif, ce pays, en dépit du prix élevé du pétrole mexicain - 40% de plus que de celui originaire des pays de l'OPEP, est disposé à fournir d'importants crédits pour aménager l'infrastructure portuaire mexicaine de la côté pacifique, nécessaire à l'exportation pétrolière, pour bénéficier d'une base d'approvisionnement sûre.

Selon le *Financial Times* du 5 juin, *«Tout comme les banquiers étrangers font la queue pour offrir des capitaux à un gouvernement dont le crédit international déjà élevé semble croître davantage après chaque nouvelle découverte de gisement de pétrole, les investisseurs étrangers, auparavant très critiques par rapport au contrôle des investissements effectué par le Mexique, s'empressent maintenant d'accepter ces mêmes conditions avec beaucoup moins de réticence.»*

Lopez Portillo et Carter

La dette extérieure augmente de telle façon qu'on peut l'estimer à environ 35000 millions de dollars. Si on l'ajoute à la dette extérieure du Brésil (40 milliards de dollars), les deux ensemble représentent presque 80% de la dette extérieure de l'Amérique latine.

Les conséquences politiques de ce tournant dans la stratégie économique au Mexique, sont d'une grande importance. Depuis les années cinquante, il est certain que le gouvernement mexicain projetait de s'orienter vers l'absorption croissante de capitaux étrangers (impérialistes), pour pouvoir ainsi développer l'économie du pays, abandonnant dans la pratique le cours esquissé par le nationalisme bourgeois pendant l'époque de Cardenas. Mais, les présidents, y compris les plus pro-impérialistes (comme Diaz Ordaz), avaient respecté tacitement le dogme imposé par Cardenas : *«le pétrole mexicain aux Mexicains»*.

Actuellement, le Président Lopez Portillo, en changeant entièrement le cours nationaliste - changement préparé, certes, par le président *«nationaliste»* Echeverria, lui même, doit obligatoirement justifier ce tournant.

Le gouvernement et la bourgeoisie mexicaine, comme partout dans les pays pétroliers, profitent immédiatement du changement qui, au niveau mondial, se fait aux dépens de l'impérialisme, en réussissant à s'approprier une part croissante de la plus-value, qui auparavant était prélevée directement par les grandes compagnies impérialistes. La rente (profits fabuleux) pétrolière amplifie la marge de manœuvre du gouvernement mexicain. La visite de Carter au Mexique, au mois de février dernier, a montré au monde entier que Lopez Portillo pouvait entretenir des relations différentes avec le président des Etats-Unis de celles entretenues jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire, en tant que simple serviteur de la métropole.

Lopez Portillo fondait sur deux axes sa politique pétrolière : sortir de la situation économique précaire qu'a connue le pays pendant les années 1976-77 et en même temps renforcer sa position internationale, surtout par rapport aux USA. Un troisième élément apparaît aujourd'hui sur la scène politique nationale, à savoir, la politique gouvernementale à l'égard des masses travailleuses. Lopez Portillo croyait que le problème serait résolu grâce la propagande faite sur l'*«alliance pour la production»*, soutenue par les dirigeants syndicaux (*«charros»*), contrôlant la majorité des organisations ouvrières au Mexique.

Mais la propagande faite par le gouvernement sur les projets réalisés grâce au pétrole et les perspectives ouvertes au redressement économique (et les masses énormes des profits réalisées par les entreprises privées montrent que la période des *«vaches grasses»* revient pour les capitalistes !) a été si «efficace» que les travailleurs ont commencé à se mobiliser pour la satisfaction de leurs revendications.

L'intervention fort peu tactique de Lopez Portillo lors de l'énorme défilé du Premier Mai, dans la ville de Mexico, auquel ont participé environ un million de travailleurs, a fait long feu. A cette occasion le Président Lopez Portillo déclarait que, malgré tout, l'augmentation salariale limitée à 13,5% serait maintenue. Selon les calculs de plusieurs banques, l'inflation au Mexique a dépassé l'indice des 20% annuels et le gouvernement lui-même considère que le taux de 17% serait l'indice le plus approprié pour cette année (à la différence du taux de 13% qui était fixé comme but au début de l'année !).

Cette inflation, ajoutée au million de Mexicains qui annuellement franchissent la frontière au nord, à la recherche de travail, aux 40% de chômage existant, au million de jeunes qui annuellement se présente sur le marché du travail, et à tant d'autres phénomènes également compliqués qui se cumulent, fait du Mexique un pays riche de nombreuses contradictions et tensions sociales.

Face à cela, il est évident que les frictions sur le cours à prendre, donneront jour à des divergences, et qui se feront sentir, tôt ou tard. De fait, on commence à en subir les conséquences. Au mois de mai, après le gigantesque défilé ouvrier, s'est produit une *«petite»* crise politique, conséquence du départ de trois secrétaires d'Etat, dont le plus important a été celui de Reyes Heroles, secrétaire à l'Intérieur. Heroles, le personnage politique le plus important

du gouvernement après le président, fut l'architecte de la *«réforme politique»* - projet de *«libéralisation»* du régime - qui est allé trop loin selon le goût de certains secteurs du PRI et du gouvernement lui-même.

Le nouveau président du PRI, au lieu de *«réformer»* le parti tout puissant, fit marche arrière, au point d'appeler quelques-uns des politiciens les plus réactionnaires de l'*«establishment»*. Au Congrès, une loi de réglementation intérieure, qui tendait à assouplir son mode de fonctionnement, fut repoussée. Mais, ce qui est plus important, la *«réforme politique»* a commencé à engendrer des conflits au sein même de l'appareil officiel. Les *«charros»* - la fraction la plus directement en relation avec les masses, se plaint du mécontentement existant parmi les travailleurs et exige, de la part du gouvernement, des mesures plus sévères pour pouvoir y pallier partiellement.

Le départ de ce ministre libéral, représente, par conséquent, sinon un tournant dans la ligne de la *«réforme politique»*, du moins une conscience plus claire de la part de la bourgeoisie que les conditions politiques deviennent de plus en plus difficiles.

Les secteurs révolutionnaires, ainsi que le précise une déclaration du BP du PRT (section mexicaine de la IVe Internationale), faite le 21 mai, doivent se renforcer et préparer leurs organisations à des prochains changements brusques, déjà annoncés par les derniers événements. En particulier il est nécessaire qu'ils se préparent à intervenir dans les futurs mouvements de masse contre la politique d'austérité de Lopez Portillo, qui, malgré certaines réussites, n'a pas pu vraiment briser la résistance des travailleurs.

Tout ce qui a été dit explique le rôle important que les élections joueront au cours du prochain mois de juillet. Elles annoncent certainement le début du développement de l'indépendance et de l'autonomie de la classe ouvrière. Un secteur fondamental de cette classe votera, pour la première fois dans le pays, pour une alternative différente de celle du PRI, et qui a réussi la conquête de sa légalisation.

A cause des limites de la «réforme politique», seuls des partis réformistes, et parmi eux, le Parti communiste mexicain, pourront recueillir ces voix puisqu'ils sont les seuls à pouvoir présenter des candidats.

Il reviendra aux militants révolutionnaires de lutter pour accélérer et systématiser ce processus historique vers l'autonomie et l'indépendance de la classe qui a déjà montré ses potentialités révolutionnaires.

Colombie

Elargissons la campagne internationale contre la répression

LA PREMIERE RENCONTRE INTERNATIONALE DES COMITES COLOMBIE à l'étranger s'est déroulée à Paris, les 19 et 20 mai 1979, dans le cadre de la campagne internationale pour la Défense des Droits de l'Homme en Colombie. Nous publions ci-dessous des extraits de la déclaration adoptée à cette occasion. (Pour une analyse de la situation colombienne, voir *Inprecor* n. 53)

Le niveau atteint par la répression actuellement en vigueur en Colombie dépasse celui qui existait déjà de manière institutionnelle dans la vie nationale de ce pays.

En effet, plus de 2 500 personnes, accusées de «subversion», ont été détenues au cours de cette année. Plus d'une centaine d'entre elles doivent passer prochainement devant un Conseil de guerre. Trente militants politiques, appartenant à l'opposition, ont été assassinés dans des circonstances qui laissent peser de graves soupçons sur les Forces armées. D'autre part, les innombrables disparus, les nombreux cas de torture, constatés par des organismes au-dessus de tout soupçon, sont autant d'éléments qui témoignent de l'existence d'un régime de terreur qui est en voie d'institutionnalisation.

Plusieurs institutions ont récemment dénoncé cet état de choses, parmi elles : une Commission de la Chambre des Représentants, le Conseil du District de Bogota, l'Institut médico-légal, le Conseil syndical national, le Forum national pour les Droits de l'Homme, l'Association colombienne des Juristes démocrates, le Comité de Solidarité avec les Prisonniers politiques et divers représentants de la hiérarchie ecclésiastique.

La répression ouverte, en tant que moyen de gouvernement, et la violation des droits

RAFAEL AWAD GARCIA

Notre camarade Rafael Awad Garcia, membre du Comité exécutif du Parti socialiste révolutionnaire (PSR-Colombie) est mort, il y a quelques semaines à Bogota, des suites d'un grave accident de la circulation. Il avait 23 ans.

Rafael Awad avait rejoint le «Bloque Socialista» à l'âge de 17 ans. Il fut l'un de ceux qui, au sein de cette organisation mena le combat pour le trotskysme et la IVe Internationale, en 1975-76. Il participa à la fondation du PSR et fut élu membre de sa direction au premier congrès de cette organisation sympathisante de la IVe Internationale en Colombie.

La jeunesse et le dynamisme de Rafael Awad ne seront pas oubliés par les militants du PSR et par tous ceux de la IVe Internationale qui l'ont connu.

élémentaires de l'homme ne sont pas des pratiques nouvelles en Colombie. L'utilisation de la violence sous de nombreuses formes, y compris la torture, caractérise depuis très longtemps l'administration des classes dirigeantes dans le pays, mais ces pratiques se dissimulaient sous le masque d'un régime civil qui conservait des institutions démocratiques.

Néanmoins, au cours de ces derniers mois, la violence officielle a cherché à s'abriter derrière les lois elles-mêmes. L'utilisation abusive de l'état de siège qui est en vigueur depuis 30 ans, mis à part quelques mois, a permis la promulgation de lois toujours plus répressives, dont le point culminant fut le décret 1923, voté en 1978 et qui porte le nom de *«Statut de sécurité»*.

Ainsi doté d'instruments légaux qui permettent les manœuvres les plus arbitraires dans l'exercice de la répression, un pouvoir militaire qui sort chaque jour davantage de l'ombre, s'est livré, les mois passés, à des excès intolérables de violence et de répression, qui réclament sans délai une condamnation internationale.

Cette situation alarmante a poussé les différents Comités Colombie, existant à l'étranger, à se réunir afin de coordonner leurs efforts en vue d'une dénonciation énergique du régime qui s'installe aujourd'hui en Colombie. Ils demandent à l'opinion publique internationale de manifester sa condamnation d'un régime dont les pratiques ont atteint des limites inacceptables. La législation répressive et la pratique de la terreur utilisée par les militaires sont les seules réponses données au désespoir croissant des masses populaires qui se voient refuser leurs droits économiques et sociaux de façon de plus en plus intolérable.

Dans un régime qui ne peut plus cacher son caractère dictatorial, le *«Statut de sécurité»* a réussi à assimiler le délit de «rébellion», dans sa définition, et par rapport aux peines encourues et au régime judiciaire, aux délits de droit commun les plus graves, afin d'éliminer ainsi tout germe d'opposition. Dans cet état d'esprit, ledit *«Statut de sécurité»* crée de nouveaux types de délit dont la définition reste vague, comme par exemple : *«perturbation de l'ordre public»*, *«désobéissance aux autorités»*, ou encore *«propagande subversive»*, en laissant aux juges le soin d'en interpréter le sens à leur manière.

De plus, les pratiques répressives de ces derniers mois ont démontré que ledit *«Statut de sécurité»*, avec toutes ses aberrations juridiques, n'était qu'une représentation symbolique d'une volonté d'annihiler toutes les formalités légales qui pourraient s'opposer à l'application de la répression. Les excès commis dépassent en effet toute possibilité d'expression légale :

- la pratique de la torture, convertie en traitement normal à l'égard des prisonniers politiques;
- l'entrave du droit de la défense;

LES COMITES COLOMBIE DANS LE MONDE

- Solidaritatskomitee mit Kolumbien
  Mollardgaise 29-18
  1060 Vienne - Autriche
- Comité Colombie-Belgique
  B.P. Ardennes 1245
  1348 Louvain-la-Neuve
  Belgique
- Estudiantes Colombianos
  P.O. Box 1496
  Sofia - Bulgarie
- Comité Colombie-URSS
  Moscou
- Comité Colombia-Pais
  Vasco Vinas 10
  5 - D Hernani
  Guipuzcoa - Espagne
- Comité pour la Défense des Droits de l'Homme et des Prisonniers politiques en Colombie
  1, rue Montmartre
  75001 - Paris - France
- Colombianska Kommitten
  Tensta Allé 48 - N.B.
  163 64 Spanja - Suède
- Kolumbien Gruppe
  Savignyplatz 5
  D-1000 Berlin 12 - R.F.A.
- Comité Colombie
  Maison d'Amérique Latine
  41 rue de Suède
  1060 Bruxelles - Belgique
- Comité Colombia
  Apartado de correos 38042
  Madrid 31 - Espagne
- U.S. Commitee against the violation of Human Rights and Democratic Liberties in Colombia
- Committee Colombia
  Interpress Service
  90-93 Cowcross St.
  London E.C.1
  Grande Bretagne
- Aktie Colombia
  Amsterdam - Pays Bas
- Comité Colombia
  Lausanne - Suisse
- Comité Colombia
  Tchécoslovaquie

- la détention des membres de la famille en qualité «d'otages»;

- la détention, la torture et l'expulsion du pays de citoyens d'autres pays à qui la Colombie avait reconnu le droit d'asile;

- la détention et la torture d'enfants, de malades, de vieillards et de femmes enceintes;

- les manœuvres d'intimidation envers les avocats qui assurent la défense des détenus. Certains d'entre eux ont été arrêtés, d'autres ont été victimes d'attentats perpétrés par des groupes para-militaires. Il va sans dire que la justice ne suit pas son cours pour ces terroristes et qu'aucun d'entre eux n'a été appréhendé.

Cette situation n'est pas restée sans réponse et le peuple colombien s'est trouvé confronté à la tyrannie du régime. Le Forum des Droits de l'homme, qui s'est récemment déroulé à Bogota et auquel ont participé de manière unitaire de nombreux secteurs politiques, syndicaux et populaires, a représenté une manifestation courageuse pour montrer la volonté de défendre à tout prix les libertés des citoyens et le respect des droits de l'homme. Il donne la preuve qu'il existe actuellement une mobilisation autour des revendications essentielles, lutte qui regroupe les secteurs les plus larges de la population colombienne.

En ce sens, et malgré les efforts du gouvernement pour mettre un terme à l'une des plus vieilles aspirations des travailleurs colombiens, le mouvement vers l'unité syndicale a été encouragé par la mobilisation des quatre centrales ouvrières, le Premier Mai dernier. Le fait que le mot d'ordre de lutte contre la répression ait été au centre de cette mobilisation met en évidence l'apparition dans le pays d'un mouvement de masse qui cherche à rompre l'engrenage de la violence officielle et de la sur-exploitation issue du capitalisme multi-national, renforcé par cette même répression.

LES COMITES COLOMBIE LANCENT UN APPEL PRESSANT

Conscients du fait que seul un large mouvement populaire pourra combattre la politique répressive du gouvernement dirigé par Turbay Ayala, fidèle instrument des militaires, les Comités Colombie soussignés considèrent que toutes leurs activités doivent tendre à renforcer un tel mouvement. L'expérience de la campagne menée nous amène à conclure que la pression internationale représente un instrument efficace pour s'opposer à la férocité de la répression. Les protestations d'innombrables secteurs de l'opinion internationale ont permis d'arracher le masque du gouvernement civil démocratique que le régime colombien veut présenter à ceux qui ne connaissent pas la situation réelle du pays. La conspiration du silence dont la presse internationale entourait traditionnellement les faits de la vie politique colombienne commence à se briser, ce silence qui, en dernière instance, se plie aux exigences des relations étroites qui existent entre la diplomatie et l'information.

C'est pourquoi, venus d'horizons idéologiques différents, nous manifestons ici notre solidarité avec le peuple colombien et notre désir de lutter pour le respect des droits de l'homme dans ce pays. Citoyens de différentes nationalités, appartenant aux Comités Colombie à l'étranger, nous déclarons notre volonté de continuer à mener cette campagne internationale. Nous combattons pour dénoncer la violence répressive et pour mettre à l'écart un gouvernement qui n'hésite pas à mentir et à présenter un masque démocratique en s'appuyant pour ce faire sur le soutien politico-militaire de l'impérialisme.

Cette première rencontre internationale des Comités Colombie lance un appel urgent à l'opinion publique pour qu'elle se joigne à nos voix de protestation et exige du gouvernement colombien :

- le respect des droits de l'homme et, concrètement, la cessation immédiate des tortures;

- la libération des détenus politiques et la cessation immédiate des persécutions contre les opposants au régime;

- la levée de l'état de siège et de toutes les mesures sur lesquelles s'appuie l'institutionnalisation de la répression;

- le respect sans restriction de toutes les libertés syndicales et des accords internationaux en matière de droit du travail;

- le respect du droit d'asile pour les réfugiés politiques venus d'autres pays.

Nous lançons cet appel à tous ceux qui combattent pour la démocratie et pour les droits de l'homme, et à tous ceux qui dans le monde luttent contre l'impérialisme et l'exploitation. Et c'est à eux que nous adressons notre salut de solidarité.

Paris, le 20 mai 1979

LIBERTE POUR NIDIA MARIA VIVAS ET LUIS TORRES

La camarade Nidia Maria Vivas a été arrêtée par des militaires le 4 mai à Cali. Au même moment la demeure de ses parents était perquisitionnée.

Depuis lors, elle a été maintenue au secret dans les locaux du Bataillon Pinchincha de Cali.

Le 17 mai, c'était au tour du camarade Luis Torres, membre de l'organisation régionale du PSR à Baranquilla, d'être arrêté dans cette ville de la côte atlantique de la Colombie.

Luis Torres est Président du Comité des habitants du quartier «El Milagro» de Baranquilla. Son arrestation est survenue quelques jours après l'attaque de ce quartier pauvre par la police, sous prétexte d'occupations illégales de terrains. Luis Torres est détenu avec d'autres dirigeants du Comité dans la prison principale de Baranquilla.